

le prolétaire

M 2414.400.5F.

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électorale.

FEV.-MARS.-AVR.
1989

5 FF - 30 FB
3 FS - 2000 LI

N° 400

AFFAIRES, CORRUPTION D'UN COTE,
CHOMAGE, AUSTERITE DE L'AUTRE

ON NE PEUT REFORMER NI MORALISER LE CAPITALISME, IL FAUT L'ABATTRE

Après le krach boursier international, les grands pays capitalistes grâce à une politique concertée (baisse des taux d'intérêt, facilités de crédit, création monétaire, etc.) ont réussi à repousser le déclenchement d'une récession qui, dans un contexte de débacle financière et de tempête monétaire consécutives à l'engorgement des marchés, se serait presque inévitablement transformé en une crise profonde. L'économie mondiale a donc connu une année de croissance, à la surprise et à la grande joie des capitalistes eux-mêmes - avant du moins qu'ils ne soient repris par l'inquiétude devant la persistance des "mauvais indices" économiques.

Mais cette croissance de l'économie mondiale n'a cependant pas été suffisante pour faire sortir de la crise chronique la plupart des pays "sous-développés" d'Amérique Latine, d'Afrique, d'Asie ou d'Europe orientale. Sans doute une poignée de pays du Sud-Est asiatique dits "nouvellement industrialisés" comme la Corée ou Taiwan ont-ils pu tirer leur épingle du jeu et surmonter rapidement la dépression qu'ils avaient connue, à la suite du Japon, en 86-87 ; sans doute aussi la crise ne frappe-t-elle pas tous les pays avec autant d'intensité : la Pologne et la Yougoslavie sont moins touchées que le Pérou ou la Tanzanie. L'ONU estimait au début de l'année que la croissance de 1988 avait été annulée pour l'Afrique en raison de la dette extérieure, de la croissance de la population et de la baisse des exportations (donc de la contraction, au moins pour les matières premières du marché mondial). La Banque Mondiale jugeait de son côté dans ses "Tableaux de la dette mondiale 1988-1989" que la situation des pays endettés n'était pas meilleure qu'en 1982, année où a éclaté la "crise de l'endettement". A quoi ont donc servi 6 années de douloureux "ajustements", de "plans de refinancement", sinon à enrichir les Etats créanciers et à aggraver les contradictions de l'économie mondiale ? Selon la Banque mondiale les pays les plus pauvres, Africains en particulier, subissent une détérioration continue depuis le milieu des années 70, alors que la catégorie des pays "à revenu moyen lourdement endettés" - principalement l'Amérique Latine - avaient connu une croissance rapide (et un endettement parallèle) jusqu'au début des années 80. Ce sont eux qui ont subi depuis 81-82 la crise la plus brutale et la plus profonde. Les événements d'Algérie et du Venezuela indiquent que ce sont eux aussi où les contradictions sociales sont devenues les plus tendues.

Dans les grandes métropoles impérialistes, les profits en hausse continue à mesure que s'alourdit la pression sur le prolétariat, ont reçu une impulsion supplémentaire par la croissance de la production. Mais du côté des travailleurs la situation ne s'est améliorée que marginalement. Dans quelques pays le chômage s'est réduit, mais surtout par la création d'emplois à bas salaires ou précaires (USA). En Europe la réduction du chômage est beaucoup plus faible, et souvent en grande partie illusoire (stages de formation bidon, petits boulots, etc.). Parfois la classe ouvrière a pu profiter de la meilleure marche de l'économie pour arracher des augmentations de salaire. Mais en règle générale, les luttes des travailleurs quoique plus nombreuses que dans les années précédentes, n'ont pas eu la force nécessaire pour faire céder le patronat et l'Etat et pour inverser la tendance à l'offensive anti-ouvrière. L'Austérité reste partout le mot d'ordre des bourgeoisies nationales et la nécessité de faire des sacrifices pour préserver (ou retrouver) la santé de "l'économie" est prêchée aux prolétaires de tous les pays.

Dans ces conditions l'affichage cynique de profits pharamineux, la révélation "d'affaires" où des bourgeois sans scrupules accumulent sans efforts des

fortunes considérables, ont de quoi provoquer la colère des travailleurs à qui on refuse des augmentations, et embarrasser les organisations réformistes qui ne jurent que par la défense de l'économie nationale.

Parmi les affaires les plus retentissantes dernièrement, on peut relever "l'affaire Kopp" (blanchissage de l'argent de la drogue) dans la vertueuse Suisse dont nous avons parlé dans le dernier "Prolétaire", le gigantesque scandale de la bourse de Chicago, le scandale "Recruit" au Japon, les affaires d'initiés en France.

Dans le scandale de Chicago sont impliqués peut-être des centaines d'agents de change qui escroquaient systématiquement les "petits investisseurs", manipulaient les marchés, facilitaient les "ententes illicites", fraudaient le fisc, etc... Les enquêteurs du FBI ont déclaré que les fraudes étaient "structurelles et systématiques" et ils ont promis d'aller jusqu'au bout de leur enquête. Cependant des voix commencent à se faire entendre selon lesquelles il ne faudrait pas "exagérer" et céder à "l'activisme" (l'expression est du "Wall Street Journal") qui pourrait créer un "climat anti-business". Il est même possible que certaines des violations commises pourraient être décriminalisées car certains règlements seraient des obstacles à la marche fructueuse de l'activité : leur violation serait "inévitabile" dans l'activité fiévreuse de la bourse de Chicago, la première du monde dans le domaine des matières premières... Mais d'autre part, si les investisseurs sont irrésistiblement attirés par cette bourse très spéculative, ils ont besoin d'être sûrs de ne pas se faire rouler : la "confiance" doit être rétablie par la punition des "brebis galeuses". L'affaire de Chicago n'est que la dernière en date et la plus voyante de celles qui ont éclaté depuis la croissance extraordinaire de l'activité boursière et la déréglementation financière sous l'aire Reagan.

Au Japon le scandale "Recruit" (une société immobilière) a déjà provoqué la démission de plus d'une vingtaine de personnalités dont 3 ministres y compris le ministre de la Justice, quelques jours après que, lors de sa nomination, il ait promis de faire toute la lumière sur cette affaire. A mesure que progresse l'enquête, elle dévoile l'implication généralisée d'hommes politiques du parti au pouvoir, mais aussi de l'opposition. La société Recruit achetait les politiciens en leur vendant à bas prix avant leur introduction en bourse des actions qu'ils revendaient ensuite très cher aux petits actionnaires. En contrepartie ces politiciens accordaient à Recruit les passe-droit dont elle avait besoin pour réaliser ses opérations immobilières et autres. La défense des politiciens impliqués est significative de la réalité de la démocratie et pas seulement japonaise : ils protestent que ce qu'ils ont fait n'a rien au fond d'illégal et que ce sont des pratiques qui ont toujours eu lieu (1)...

Malheureusement pour eux, l'ampleur du scandale, déclenché par des concurrents jaloux de Recruit, est tel qu'il ébranle sérieusement l'idéologie démo-

(Suite en page 2)

Dans ce numéro

A BAS LES VERSETS HYPOCRITES DE LA BOURGEOISIE!

LA REVOLUTION FRANCAISE ET LES DEBUTS
DU MOUVEMENT OUVRIER (1)

SOLIDARITE AVEC LA GREVE DES NETTOYEURS DU METRO

ALGERIE: LE DANGER MORTEL DU DEMOCRATISME

OU VONT LES BR ?

AMERIQUE, AMERIQUE !

VENEZUELA: LA BOURGEOISIE SAUVE L'AUSTERITE
DANS LE SANG DES PROLETAIRES

LE MOUVEMENT PROLETARIEN ALGERIEN SUR LA LIGNE DE RUPTURE AVEC LE CAPITALISME

Le mouvement social en Algérie qui a produit la révolte des jeunes prolétaires au début d'octobre 1988, a ses racines dans le développement du jeune capitalisme algérien. Secouant de tous côtés l'oppression coloniale, avec la contribution décisive des masses prolétaires et paysannes, la jeune bourgeoisie algérienne ne pouvait pas "choisir" l'alternative la plus convenable. Comme pour tous les pays coloniaux qui se sont libérés du joug colonial, la route était unique : développer au maximum les ressources productives internes, et avant tout la force de travail nationale.

En Algérie comme en Egypte et dans tous les pays qui suivront l'exemple,

la lutte victorieuse de libération nationale a effectivement libéré les forces productives internes dans un développement capitaliste national accéléré et dans le même temps a libéré le terrain social des entraves de l'économie précapitaliste et de l'odieuse oppression étrangère et raciale, révélant ainsi à la lumière les rapports sociaux modernes : les classes antagoniques, un prolétariat en croissance numérique continue que permettait la victoire du mode de production capitaliste sur les résistances des modes de production précédents et la concentration de tout le pouvoir dans les propres mains de la bourgeoisie nationale.

(Suite en page 4)

LES TENSIONS NATIONALES DEMONTRENT LA NATURE CAPITALISTE DE L'URSS

Contrairement à ce que prétendent à dessein les innombrables idéologues de la bourgeoisie, les tensions nationales qui secouent aujourd'hui l'URSS ne démontrent ni l'incapacité du marxisme et du socialisme à résoudre la question nationale, ni l'existence éternelle des nations par delà l'évolution historique des formes politiques d'organisation des sociétés. Les nations ne sont pas plus éternelles que le capitalisme et elles disparaîtront avec lui : c'est l'existence du capitalisme - et non du socialisme - en URSS qui explique les conflits nationalistes et les rivalités inter-ethniques dans le soit-disant "pays des Soviets".

CAPITALISME ET NATIONS

Le capitalisme est à l'origine des nations modernes. En renversant la féodalité, il brise les entraves à l'unification du territoire national, il met fin à l'autonomie des régions, des provinces, des districts. Il met fin à l'isolement archaïque, aussi bien économique que social ou politique, dans lequel vit la majorité de la population. La Patrie "Une et Indivisible" remplace le morcellement du corps social divisé en "ordres" intangibles et l'émiettement du territoire en d'innombrables féodalités. La nation moderne naît de la libération de la société des entraves féodales à son développement, sur la base du marché unique, condition indispensable à la généralisation des rapports capita-

listes de production. Par rapport aux peuples colonisés, l'impérialisme joue le même rôle que le féodalisme par rapport aux peuples européens. Si d'un côté, il sème les germes du capitalisme et détruit la stabilité des anciennes formes de production, de l'autre en effet il fait obstacle au développement capitaliste dans les colonies. Les luttes d'indépendance nationale ont donc la même signification historique que les révolutions anti-féodales européennes : non la réalisation du "principe éternel de la nation", mais la victoire du mode de production capitaliste qui a besoin d'une systématisation nationale.

(Suite en page 8)

ON NE PEUT REFORMER NI MORALISER LE CAPITALISME

(Suite de la page 1)

cratique selon laquelle les hommes politiques élus sont les représentants de la "souveraineté populaire" et pas de la compagnie qui leur graisse la patte, selon laquelle c'est la libre volonté des électeurs qui détermine la politique et pas les intérêts de la classe dominante. Le scandale risque aussi de miner la confiance de la masse des "petits porteurs" dans l'honnêteté des pratiques boursières, alors que l'augmentation sans précédent de la bourse japonaise (elle a dépassé Wall Street en valeur) a reposé en partie sur sa capacité à drainer très largement les petits capitaux des classes moyennes.

Les partis de gauche sont partis à l'offensive contre les politiciens corrompus; mais ils ne vont pas au delà de l'exigence d'une "moralisation" de la vie publique qui revient à redonner confiance dans les institutions démocratiques et financières du capitalisme: cette bataille contre la corruption est donc une entreprise de **conservation sociale**.

En France, l'affaire la plus croustillante est celle de l'acquisition par le trust nationalisé PECHINEY de la société américaine TRIANGLE, qui avait été annoncée à grand fracas par Rocard comme "une bonne nouvelle pour la France". On sait maintenant que ce fût une bonne nouvelle surtout pour des hommes d'affaires socialistes, une bonne nouvelle pour Pechiney qui reçoit des subventions pour construire une usine ultra-moderne avec tarifs d'électricité réduits à Dunkerque, mais une mauvaise nouvelle pour les travailleurs de Noguères dont l'usine, moins rentable, sera fermée. Au total Pechiney "rationalise" à cette occasion sa production en diminuant le nombre de travailleurs par l'investissement dans de nouvelles installations: en termes marxistes, il augmente le capital constant - le travail mort - aux dépens du capital variable - le travail vivant. Le taux de profit diminue, mais la **masse** des profits augmente, selon la loi générale du capitalisme.

Un point significatif de cette affaire grâce à laquelle Pechiney veut devenir le No 1 mondial de l'emballage, est que la société américaine est très lourdement endettée: 2,56 milliards de dettes à long terme pour seulement 337 millions de fonds propres, soit 7,5 fois plus. Cet endettement qui fait hurler l'opportunisme, dans lequel il voit l'insouciance des patrons français et la preuve

de leur noir dessein d'affaiblir "notre" industrie, s'explique par la façon dont a été constitué ce géant de l'emballage américain. Ses "propriétaires" n'ont pratiquement pas investi un seul dollar de leur poche dans cette société. Ils l'ont construite en quelques années par des opérations financières (OPA) pour lesquelles ils ont emprunté tout le capital. Ces financiers, grands spécialistes des "junks bonds" ("obligations pourries") récente innovation de la technique financière qui a énormément facilité les opérations financières les plus risquées mais les plus profitables, étaient regardés comme de semi-escrocs à Wall-Street. C'est d'ailleurs en enquêtant sur la régularité de leurs opérations que les services américains ont découvert en passant les irrégularités commises en France. Mais l'opinion de Wall-Street a changé: "si vous n'investissez pas d'argent et qu'en quelques années vous faites un gain de 830 millions de dollars c'est que vous devez être une tête" jugeait, admiratif, un financier de New-York après la vente à Pechiney (2). Nous sommes là en présence de ce que notre texte "Propriété et capital" appelle "le bourgeois arrivé à sa forme idéale": "sans propriété mobilière ou immobilière, sans argent et surtout sans scrupules" (voir l'extrait de ce texte ci-contre).

On retrouve les mêmes caractéristiques dans d'autres OPA qui ont récemment défrayé la chronique, comme celles de la LVMH ou de la Société Générale. Dans chaque cas le "raider" se lance à l'attaque avec des investissements personnels très réduits, ce qui ne l'empêche pas de mobiliser des capitaux énormes et de toucher des profits en rapport. L'OPA contre la Société Générale est aussi à souligner parce qu'elle jette une vive lumière sur les rivalités internes de la bourgeoisie française et sur l'attitude politique du gouvernement, aux causes rien moins que désincarnées.

On a assisté en effet à une alliance entre un des bras financiers de l'Etat, la Caisse des Dépôts, et un groupe de financiers Barristes (autour de Pébereau) contre une banque RPR, traduction économique de la politique socialiste d'ouverture envers les centristes. C'est en tout cas ainsi que la presse présente les choses. La réalité est un peu différente: dans les affrontements entre groupes capitalistes rivaux, qui ont chacun leurs hommes politiques, ceux qui financent la carrière politique de Barre ont pu utiliser une banque d'Etat pour tenter d'absorber une banque liée au groupe rival. Ils ont malgré cela échoué, mais ils ont cependant réalisé à cette occasion un gain important et finalement passé un compromis acceptable

avec leurs concurrents.

C'est le niveau économique qui détermine en dernière analyse les alignements politiques et non l'inverse. L'Etat, qui est l'Etat des capitalistes, n'a qu'une autonomie relative par rapport aux groupes capitalistes particuliers, quel que soit la couleur politique de son personnel politique. A vouloir trop aider les "Barristes", les socialistes se sont vus "punis" par la découverte de scandales embarrassants. Le gouvernement réplique en menaçant de faire de même vis-à-vis de l'opposition, mais la leçon a porté: le "dénouage" des sociétés privatisées, c'est-à-dire l'attaque contre les intérêts "gaullistes", est enrayée.

REACTIONNAIRE ILLUSION DU REFORMISME

Les bons apôtres du réformisme sont scandalisés par ces opérations financières où les bourgeois jouent des sommes folles à la bourse alors qu'ils devraient selon eux investir dans la production et créer des "richesses matérielles" utiles au développement de la société. Comme si une bonne partie de ces matérielles - de ces marchandises - n'était pas, non seulement socialement inutiles, mais même tout à fait nuisibles au bien-être de l'humanité ! Par son adoration de la production de marchandises, dont la traduction pratique est la défense par le prolétaire de la production de son entreprise, de sa nation contre les autres, le réformisme démontre qu'il ne peut s'élever au dessus de l'horizon bourgeois. Mais par ses rêves d'un capitalisme réformé et moralisé, débarrassé des monopoles et de la finance, il trahit sa nature de petit-bourgeois qui voudrait faire tourner à l'envers la roue de l'histoire pour revenir à un mytique capitalisme démocratique et libéral. Le PCF propose des "mesures d'urgence pour s'attaquer à la spéculation" autour de 3 axes: "1. Faire éclater la vérité"

"2. briser les mécanismes spéculatifs"

"3. organiser la transparence et le contrôle social de l'usage de tous les fonds", Ce dernier point se termine par: "en contre-partie du désengagement des trésoreries spéculatives, des prêts à bas taux d'intérêt peuvent être consentis aux entreprises. Leur affectation à la création de richesses réelles supplémentaires, à l'emploi, la formation, la recherche, doit faire l'objet d'engagements négociés avec les comités d'entreprise et les élus locaux" (3).

Nous pouvons reprendre le commentaire laconique de Lénine sur un pourfendeur

acharné de la haute finance et de l'impérialisme qui, selon lui, sacrifiaient la production française à leurs spéculations: "Minable petit-bourgeois !" (4). Lénine démontre, contre l'opportunisme réformiste d'un Kautsky, que ces aspects sont inévitables dans le capitalisme développé: "la haute technique des entreprises concentrées et la haute technique de la filouterie financière, la haute technique" (en réalité bien basse) de l'oppression du capital financier, tout cela est indissolublement lié sous le capitalisme. K. Kautsky (lire le PCF et consort-NDLR) veut briser ce lien, "blanchir" le capitalisme, prendre ce qu'il a de bon, rejeter ce qu'il a de mauvais. "Proudhonisme contemporain", réformisme petit-bourgeois, "camouflé en marxisme".

En somme, le capital financier (monopoles, banques, oligarchie, corruption, etc.) n'est pas une croissance accidentelle sur le capitalisme, mais la continuation et le produit inévitables du capitalisme... Non seulement les colonies (aujourd'hui, les néo-colonies-NDLR), mais aussi a) l'exportation des capitaux; b) les monopoles; c) un réseau de dépendance et de liens financiers; d) la toute-puissance des banques; e) concessions et corruptions, etc., etc..." (5).

Le marxisme s'oppose à ceux qui voudraient réformer le capitalisme pour en éliminer les mauvais côtés, qui cherchent donc à le conserver. L'impérialisme, les monopoles, la finance, etc., ne s'attaquent pas seulement à la classe ouvrière, mais aussi aux classes moyennes qu'ils ruinent et qu'ils dépouillent de leurs économies. C'est là la base de l'opposition petite-bourgeoise à l'impérialisme dans laquelle s'est intégrée le collaborationnisme "ouvrier".

"La rupture de Kautsky et du vaste courant international kautskyste avec le marxisme consiste précisément dans le fait que Kautsky, loin d'avoir voulu et su prendre le contre-pied de cette opposition petite-bourgeoise, réformiste, réactionnaire quant au fond sur le plan économique, a au contraire fusionné avec elle" (6).

Pour Lénine comme pour tous les véritables communistes, le prolétariat ne doit pas répondre aux méfaits du capitalisme moderne ultra-développé par "l'idéal réactionnaire de la démocratie pacifique", par l'illusion de pouvoir le réformer et l'améliorer sans heurts; il ne doit pas y répondre en reprenant à son compte les positions de l'opposition petite-bourgeoise ce qui ne peut lui amener que désorganisation et impuissance.

(Suite en page 3)

A BAS LES VERSETS HYPOCRITES DE LA BOURGEOISIE!

Le livre de Salman Rushdie est l'occasion d'une furieuse bataille de propagande, ou, de part et d'autre, tous les versets de l'idéologie bourgeoise sont utilisés à fond pour bourrer le crâne de la population et la mobiliser en soutien des classes dominantes et de leurs Etats. Passons en revue toutes ces canailles qui font dans cette affaire assaut d'hypocrisie.

* Du côté de Téhéran, l'agitation des milieux d'extrême-droite musulmans contre Rushdie a été récupérée sans coup férir au profit de l'Iran, alors qu'elle était au départ d'origine pakistanaise, en lien à la défaite électorale de la droite islamiste. Le régime de Khomeiny a pu ainsi regagner auprès des masses religieuses islamistes au moins une partie de l'influence perdue à la suite de son échec militaire. C'est un succès qu'il peut faire valoir auprès de son "opinion publique" intérieure. Loin d'être l'oeuvre d'un fou sanguinaire, l'appel de Khomeiny à l'assassinat de Rushdie s'inscrit dans une orientation politique tout à fait consciente et efficace. En proie à de graves difficultés externes et internes, tant politiques qu'économiques et sociales, le régime des mollahs n'a guère d'autres ressources que de faire jouer la propagande religieuse et nationaliste. Il a tout de suite saisi l'aubaine constituée à cet égard par le livre "Les versets sataniques", en vente depuis plusieurs mois déjà, mais ignoré par Téhéran avant la manifestation des intégristes Pakistanaïes. Son titre, le fait qu'il était publié à Londres, le désignait en outre comme une cible parfaite pour une propagande rodée à la dénonciation des "Satans" occidentaux. Il a permis la réactivation de la propagande chauvine qui avait soutenu et justifié les sacrifices de la guerre. La campagne contre les blasphèmes sataniques a réussi au moins pour un temps à ressouder les rangs des dirigeants

iraniens à défaut, semble-t-il d'avoir vraiment pu mobiliser les masses.

Mais les dirigeants de Téhéran n'avaient pas mesuré l'effet déplorable qu'a eu sur le monde non musulman l'appel de Khomeiny. Sans y prendre garde, ils ont menacé de se comporter vis-à-vis de Rushdie comme ils agissent quotidiennement vis-à-vis de leurs opposants: par les fusillades et les assassinats.

Le résultat, c'est qu'ils ont réussi à bloquer la reprise en grand des contacts avec les capitalistes occidentaux au moment où ils en ont désespérément besoin pour remettre sur pied leur économie. Téhéran en est réduit à jouer la carte de l'URSS - le "2ème grand Satan" - pour faire comprendre à l'Occident - le "grand Satan" - qu'il risque de perdre le marché iranien. On est loin des préoccupations soi-disant exclusivement religieuses et théologiques de l'Imam de Khom !

* L'Union Soviétique qui a fait, paraît-il, de l'athéisme militant et de la propagande anti-religieuse une de ses règles, s'est empressée de proclamer qu'elle ne publierait pas le livre de Rushdie pour ne pas blesser les sentiments religieux des musulmans ! La bourgeoisie soviétique abandonne sans problèmes son athéisme, si elle y trouve un intérêt. Et l'agence TASS a volé au secours de Khomeiny en lui fournissant des justifications et des explications qui puissent être comprises de l'occident. L'URSS de Gorbatchev ne se fait en effet pas d'illusions sur ses capacités à répondre aux besoins de l'économie iranienne. Elle s'est précipitée dans la brèche ouverte par l'affaire Rushdie, non pour évincer les capitalistes occidentaux, mais pour servir de médiateur et d'intermédiaire entre eux et Téhéran. C'est un rôle assez nouveau qu'il faut noter car il risque à l'avenir de se reproduire ailleurs.

* Mais la palme de l'hypocrisie la plus répugnante doit sans aucun doute être attribuée aux bourgeois occidentaux. Ils se bousculaient ces derniers temps pour participer aux juteuses affaires de la reconstruction de l'Iran, après avoir largement profité des affaires de la guerre. Les récents massacres de centaines d'opposants dans les geôles de Téhéran ne freinaient en aucune façon leur ardeur: qu'est-ce que c'était par rapport aux centaines de milliers de cadavres de la guerre qui ne leur ont jamais fait renoncé au moindre espoir de profit ?

Les premières réactions aux appels de Khomeiny à l'assassinat d'un écrivain pakistanaï, furent donc discrètes: on n'allait tout de même pas compromettre pour si peu des relations économiques si prometteuses !

Mais l'écho recueilli par ces déclarations et la tonalité anti-occidentale des manifestations ont soudain éveillé la prudence de nos capitalistes, qui se sont mis à craindre sinon une "radicalisation" du régime, du moins une période de trouble et d'incertitude à Téhéran. C'est à ce moment que s'est développée la campagne tapageuse de dénonciation de Khomeiny au nom des principes de la démocratie et des droits de l'homme. Le CNPF estime que la tension "rend plus difficile de décider s'il faut ouvrir des bureaux permanents ou investir en Iran"; les discussions sur un prêt de 2,7 millions de dollars de l'Allemagne ont été reportées, etc. Saddam Hussein, le "boucher" de Bagdad dont la police vient d'être accusée de torturer les enfants de ses opposants, en a profité pour condamner lui aussi les violations des libertés par Khomeiny, ajoutant une touche supplémentaire d'horrible cynisme à cette odieuse campagne.

Odieuse, cette campagne l'est parce que la démocratie impérialiste vit de la misère et de la mort des masses dé-

shéritées du monde, en plus de l'exploitation de son prolétariat; odieuse elle l'est encore parce que tous ses beaux principes n'ont jamais servi qu'à camoufler ses crimes et ses vilenies dont les mollahs de Téhéran ne sont que de pâles imitateurs: il suffit de se rappeler 2 guerres mondiales et d'innombrables guerres coloniales. Odieuse, elle l'est enfin, parce que nos moralistes bourgeois aux mains tâchées de sang (Mitterrand, Fabius et cie, qui a fait tuer un pacifiste de Green-Peace et des indépendantistes Kanaks ? Qui a envoyé des soldats au Tchad, au Liban et en Irak même pour "instruire" sur le terrain les soldats locaux, pour en rester à ce qui est récent et public ?) se gardent bien de rompre les ponts avec Téhéran, malgré le vacarme des médias. Ils savent que tôt ou tard le régime islamique fera appel à eux et qu'il lui faudra alors donner des garanties, non sur la liberté de pensée, mais sur la libre circulation des capitaux, sur l'intangibilité des investissements, sur les délais de paiement, etc. Et ces garanties, ce sont en définitive les masses exploitées iraniennes qui devront en payer le prix.

C'est pourquoi il est nécessaire que les prolétaires se tiennent à l'écart de cette campagne pro-impérialiste de dénonciation du "fanatisme". La classe ouvrière doit sans aucun doute lutter résolument contre la réaction religieuse - et contre la religion, ce que se gardent bien de faire les démocrates. Elle ne peut le faire au nom de la démocratie bourgeoise, en alliance avec l'impérialisme, mais uniquement au nom de la **révolution socialiste internationale**, en alliance avec les prolétaires et les opprimés du monde entier.

C'est là la seule façon d'arracher les travailleurs et les masses exploitées à l'emprise réactionnaire de l'Islam ou de toute autre religion, comme à l'emprise paralysante des hypocrites versets démocratiques.

ON NE PEUT REFORMER NI MORALISER LE CAPITALISME

(Suite de la page 2)

Le prolétariat doit au contraire lutter pour sa solution, la suppression du capitalisme. Tous les scandales bourgeois, toutes les crises capitalistes doivent être autant d'incitation à la préparation de la lutte révolutionnaire et à l'organisation de classe.

LE CAPITALISME NE SE REFORME PAS, IL FAUT L'ABATRE !

- (1) "The Economist", 11/2/89
- (2) "Financial Times", 23/11/89
- (3) "L'Humanité", 16/2/89 et "Problèmes économiques", février 89.
- (4) Lénine, "Cahiers de l'impérialisme" Oeuvres, tome 39, p.227.
- (5) ibid., p.199.
- (6) Lénine, "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme", Oeuvres tome 22, p. 309. La citation suivante est à la même page.

LE CAPITAL FINANCIER

Entreprise de production et de crédit et confirmation du parasitisme économique de classe

L'entrepreneur a besoin, en plus de l'usine et des machines, d'un capital monétaire liquide qu'il avance pour acquérir des matières premières et pour payer les salaires, et qu'il récupère ensuite par la vente des produits. De même que pour l'établissement et les installations, il peut très bien n'être même pas propriétaire de ce capital. Sans pour autant que cet entrepreneur - ou cette société - perde son titre de propriétaire sur l'entreprise, qui lui est garanti par la loi, il trouve ce capital auprès des banques qui le lui fournissent contre un taux d'intérêt annuel.

Le bourgeois arrivé à sa forme idéale se révèle alors dépouillé, sans propriété mobilière ou immobilière, sans argent, et surtout sans scrupules. Il n'investit ni ne risque plus rien qui soit à lui, et pourtant la masse des produits lui reste légalement entre les mains et donc le profit aussi. La propriété, il y a renoncé, ce qui lui a procuré pas mal d'autres avantages; et c'est sa position stratégique qui lui permet de les arracher. C'est une position sociale, historique et juridique, qui ne tombe qu'avec la révolution politique, prémisses de la révolution économique.

La classe bourgeoise, à travers la séparation apparente entre capital industriel et capital financier, resserre en réalité ses liens. La prédominance des opérations financières entraîne en effet que les grands trusts contrôlent les trusts plus petits et les petites entreprises pour les absorber ensuite au plan national aussi bien qu'au plan international.

L'oligarchie financière qui concentre entre quelques mains d'immenses capitaux qu'elle exporte et investit d'un pays à l'autre, fait partie intégrante de la classe des entrepreneurs, dont le centre d'activité se déplace toujours plus de la technique productive à la manoeuvre affairiste.

Par ailleurs, avec le système des sociétés par actions, le capital de l'entreprise industrielle, constitué d'immuables, d'équipement et de numéraire, est propriété en titre des porteurs d'actions qui prennent la place du propriétaire immobilier, du loueur de machines et de la banque. Les loyers, les intérêts des capitaux avancés prennent la forme d'un toujours modeste bénéfice ou "dividende" distribué aux actionnaires par "les gestionnaires", c'est-à-dire par l'entreprise. Celle-ci est une société à part, qui inscrit le capital actionnaire au passif de son bilan, et qui pille ses créanciers par les manoeuvres les plus variées: elle est la véritable forme centrale de l'accumulation. La manoeuvre bancaire, à son tour avec des capitaux actionnaires, réalise pour le compte de groupes industriels cette tâche qui consiste à détrousser les petits possédants.

La production de super-profits s'accroît démesurément à mesure que l'on s'éloigne de la figure du chef d'industrie qui par sa compétence technique produisait des innovations socialement utiles. Le capitalisme devient toujours plus parasitaire, c'est-à-dire qu'au lieu d'accumuler et de gagner peu en produisant beaucoup et en faisant consommer beaucoup, il accumule énormément en produisant peu et en satisfaisant mal la consommation sociale.

(extrait de "Propriété et capital", paru pour la première fois dans la revue "Prometeo", 1948-1950, disponible en italien aux Ed. Iskra, Milan 1980)

LA REVOLUTION FRANCAISE ET LES DEBUTS DU MOUVEMENT OUVRIER (1)

La bourgeoisie n'a pas attendu le début de l'année pour commencer à célébrer le deux centième anniversaire de la révolution. Et elle le célèbre de façon bourgeoise, c'est-à-dire avant tout en y voyant l'occasion de faire de bonnes affaires. Les librairies sont envahies depuis un bon moment déjà de quantités de livres sur 1789 plus nuls les uns que les autres. Les "événements" médiatiques sont prévus à foison pour épater les gogos; et - miracle ! - il ne manque même pas de "commandos royalistes" pour asperger de gaz lacrymogène une cantatrice et fournir ainsi le prétexte à une manifestation républicaine de défense des libertés tout en assurant le lancement d'un spectacle en mal de spectateurs.

Mais plus significativement encore, la bourgeoisie célèbre le bi-centenaire pour mieux faire oublier la révolution, cette irruption violente, brutale et incontrôlée des masses sur la scène de l'histoire: "Parmi les conséquences de la Grande révolution, il y en a une qui est importante, c'est d'avoir convaincu beaucoup de gens que la révolution c'est dangereux" (Rocard). La bourgeoisie veut enterrer le spectre ô combien redoutable pour elle, de la révolution: c'est pourquoi elle centre les commémorations sur les "Droits de l'homme".

Avant de revenir sur cet aspect, nous allons nous intéresser aux luttes des classes et à la naissance du mouvement ouvrier au sein même de la révolution bourgeoise.

1. LA GRANDE REVOLUTION DANS LE CADRE DES REVOLUTIONS BOURGEOISES

"La révolution de 1789 n'avait d'autre modèle - au moins en Europe - que la révolution de 1648, et la révolution de 1648 d'autre modèle que le soulèvement des Pays-Bas contre l'Espagne. Ces deux révolutions étaient en avance d'un siècle sur leurs modèles, non seulement quant au temps, mais aussi quant à leur contenu.

"Dans les deux révolutions la bourgeoisie était la classe qui se trouvait réellement à la tête du mouvement. Dans les villes, le prolétariat et les autres catégories sociales n'appartenant pas à la bourgeoisie ou bien n'avaient pas des intérêts différents de ceux de la bourgeoisie, ou bien ne formaient pas encore de classes ou de fractions de classe ayant une évolution indépendante. Par conséquent, même là où elles s'opposaient à la bourgeoisie, comme par exemple de 1793 à 1794 en France, elles ne luttaient que pour faire triompher les intérêts de la bourgeoisie, quand bien même ce n'était pas à sa manière. Toute la Terreur en France ne fut rien d'autre qu'une méthode plébéienne d'en finir avec les ennemis de la bourgeoisie, l'absolutisme, le féodalisme et l'esprit petit-bourgeois.

"Les révolutions de 1648 et de 1789 n'étaient pas des révolutions anglaise et française, c'étaient des révolutions de style européen. Elles n'étaient pas la victoire d'une classe déterminée de la société sur l'ancien système politique, mais la proclamation d'un système politique pour la nouvelle société européenne. Elles étaient le triomphe de la bourgeoisie, mais le triomphe de la bourgeoisie était alors le triomphe d'un nouveau système social, la victoire de la propriété bourgeoise sur la propriété féodale, du sentiment national sur le provincialisme, de la concurrence sur le corporatisme, du partage sur le droit d'aînesse, de la domination du propriétaire de la terre sur la domination du propriétaire qui l'était grâce à la terre, des lumières sur les superstitions, de la famille sur le nom, de l'industrie sur la paresse héroïque, du droit bourgeois sur les privilèges moyenâgeux. La révolution de 1648 était le triomphe du XVII^{ème} siècle sur le XVI^{ème}, la révolution de 1789, la victoire du XVIII^{ème} siècle sur le XVII^{ème}. Ces révolutions exprimaient les besoins du monde d'alors plus encore que les besoins des régions où elles se produisaient, la France et l'Angleterre."

Cette longue citation de Marx, extraite d'un article de 1848 ("La bourgeoisie et la contre-révolution" in "La Nouvelle Gazette Rhénane", 10/12/48) indique 3 caractères essentiels de la révolution française, qui permettent de la situer dans le cycle historique de la révolution bourgeoise:

1) elle fut l'expression des besoins du monde à cette époque; 2) elle fut plus une universalisation qu'une création de rapports sociaux; 3) elle vit l'apparition sur la scène du prolétariat.

2. REVOLUTION FRANCAISE ET CAPITALISME

La révolution française exprime les besoins du monde de cette époque: en d'autres termes, elle marque la montée, à l'échelle mondiale, d'un nouveau mode de production (le capitalisme) au sein d'un autre (le féodalisme). La jeune bourgeoisie révolutionnaire de 1789 en avait pleinement conscience et l'avocat Barnave écrivait alors:

"Dans les gouvernements d'Europe, la base de l'aristocratie est la propriété de la terre, la base de la monarchie est la force publique, la base de la démocratie, la richesse mobilière. (...) La même cause, appuyée par le progrès de l'industrie qui l'accompagne toujours, c'est-à-dire, le progrès de la propriété mobilière, qui est en Europe l'élément de la démocratie et le ciment de l'unité des Etats, a modifié successivement tous les gouvernements politiques. (...) C'est cette progression commune à tous les gouvernements européens qui a préparé en France une révolution démocratique et l'a fait éclater à la fin du XVIII^{ème} siècle" (cité par Jaurès dans son "Histoire socialiste de la révolution française").

En fait le mouvement d'instauration des rapports capitalistes, initié dès le XIII^{ème} siècle, connaît une accélération au XVII^{ème} avec les révolutions anglaises et hollandaises; le mode de production féodal et l'antique communauté agraire y sont détruits. En France ce processus est freiné et la révolution de 1789 apparaît comme une révolution en retard; elle se déroule dans une situation contradictoire avec un grand capitalisme agraire, théorisé par le courant des économistes "physiocrates", au milieu d'un féodalisme agonisant et des restes tenaces de communauté paysanne.

L'expropriation de la population paysanne s'était déjà développée, en détruisant les antiques liens de dépendance personnelle. Elle entraînait d'un côté une "libération" de l'homme qui lui permettait d'aller à la ville s'établir comme futur prolétaire et, de l'autre, permettait à un certain nombre de paysans d'accéder à la propriété du sol. Ce processus prit de l'ampleur au début du XVIII^{ème} siècle et en 1789 les paysans possédaient 30 à 40% de la terre. Il n'arriva cependant pas à une vigueur comparable à celui qui s'était passé en Angleterre avec le phénomène des "enclosures".

Au cours de la révolution de 1789, la révolte paysanne prend donc les 2 formes: révolte contre les féodaux pour le capitalisme, lutte contre les féodaux et les capitalistes pour la conservation des droits communautaires. Elle débouche sur une espèce de compromis entre les diverses formes économiques. Selon l'historien G. Lefebvre: "La révolution réalisa un compromis. La transformation capitaliste de l'agriculture, entamée sous l'ancien régime, vit disparaître une partie des obstacles qui encombraient sa route, mais les usages collectifs ne furent pas supprimés brutalement; on se fia au temps et à l'intérêt individuel pour convaincre les paysans de les abandonner; en réalité ils persistèrent presque jusqu'à une époque très proche de nous et ils n'ont pas encore complètement disparus."

On voit ici un premier trait essentiel de la révolution française: elle ne détruisit pas complètement tous les antiques rapports sociaux. Le régime bourgeois allait traîner pendant longtemps cette myriade de possession et de propriétés parcellaires. Ce n'est qu'avec De Gaulle et la Ve République que se généralisa l'expropriation des masses paysannes. Ce retard marque toute l'histoire de la France bourgeoise: la masse des petits paysans, "cette classe de barbares" (Marx) allait agir comme un frein au développement du mouvement ouvrier, qui dans un premier temps les ignorera ou ne saura pas s'en faire entendre (1848-1871), puis essaiera de se les concilier au prix d'acceptables concessions de principes (depuis 1890 jusqu'à l'ère stalinienne).

Parallèlement au bouleversement des rapports sociaux à la campagne - moins poussé que de l'autre côté de la Manche - une importante accumulation de capital avait eu lieu dans les villes, surtout par le développement du commerce. Grâce aux inventions techniques et aux découvertes scientifiques venues d'Angleterre l'apparition et la croissance de manufactures avaient répondu à l'afflux de bras expulsés de la campagne. C'était la naissance du prolétariat la classe des "citoyens prolétaires dont la seule propriété est le travail" (Lepeletier de Saint-Fargeau), avec tous les problèmes de conservation sociale qu'elle pose à la bourgeoisie révolutionnaire ("devoir sacré de l'assistance") et avec toutes les revendications ("droit au travail") qu'elle mettra en avant au cours de la révolution.

Cette double série de transformations, dans les villes et dans les campagnes, débouche sur la formation du marché national comme c'est le cas partout où la circulation du capital succède à la circulation simple des marchandises. L'ensemble de ces processus étaient déjà bien développés en 1789. L'antique communauté agraire et celle fondée sur la hiérarchie féodale étaient de plus en plus supplantées par le nouveau mode de production bourgeois. "En 1789, lorsque la bourgeoisie se souleva, il ne lui manquait, pour être libre, que de participer au gouvernement du pays. L'émancipation consistait pour elle

à retirer la direction des affaires publiques, les hautes fonctions civiles, militaires et religieuses des mains des classes privilégiées qui en avaient le monopole (...). Riche et éclairée, en état de se satisfaire elle-même et de se diriger elle-même, elle voulait se dérober au régime du bon plaisir" (M. Chevalier, cité par Marx dans "Critiques en marge de l'article: "le roi de Prusse et la réforme sociale", août 1844).

Isolée dans un monde en décomposition, la bourgeoisie devait supprimer cet isolement en fondant une société nouvelle. "La révolution française aurait-elle pu avoir lieu sans l'isolement funeste qui séparait les bourgeois de l'organisation de l'Etat alors en vigueur ? Elle était au contraire destinée à mettre fin à cet isolement" (Marx, ibid.). La crise économique de 1788-89 en mettant en mouvement les masses, rendra non seulement possible, mais nécessaire, la rupture de l'ordre social existant et la formation d'un nouvel ordre social: "Depuis le début du XVIII^{ème} siècle, il n'y a pas eu de révolution sérieuse en Europe qui n'ait été précédée par une crise financière et commerciale. Ceci vaut pour la révolution de 1789 tout autant que pour celle de 1848" (Marx, in New York Tribune, 1853).

3. LA "NOUVELLE COMMUNAUTE" DANS L'IDEOLOGIE REVOLUTIONNAIRE

Mais quelle allait être la nouvelle forme d'organisation réunissant les hommes entre eux, la nouvelle communauté de vie correspondant à l'avènement de la bourgeoisie comme classe dominante ?

Dans le fragment de la version originale de la "Critique de l'économie politique", Marx indique l'origine du Capital dans le mouvement d'autonomisation de la valeur d'échange, c'est-à-dire d'une valeur qui n'est plus liée directement aux particularités des marchandises. Il montre comment elle pré-suppose en même temps l'autonomisation de l'homme, sa libération de la communauté, et la propriété privée qui se concrétise dans l'égalité. "Ainsi donc le procès de la valeur d'échange que développe la circulation ne respecte pas seulement la liberté et l'égalité: il les crée, il est leur base réelle. En tant qu'idées pures, elles sont des expressions idéalisées de ses diverses phases; leurs développements juridiques, politiques et sociaux n'en sont que la reproduction sur d'autres plans. Cette affirmation a été d'ailleurs vérifiée historiquement. Non seulement cette trinité, propriété, liberté, égalité, a été d'abord formulée théoriquement, sur cette base, par les économistes italiens, anglais et français des XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles, mais ces trois entités n'ont été réalisées que dans la société bourgeoise moderne."

L'individu apparaît comme "sujet du procès d'échange" avec toutes les déterminations juridiques qui en découlent, et qui ne peuvent plus - comme dans l'ancienne Rome - être circonscrites dans un cadre local: voilà les "principes universels et éternels" de 1789.

Mais après avoir rendu les individus autonomes par la destruction de la communauté féodale ainsi que des derniers restes de la communauté primitive, il était nécessaire de créer des institutions qui puissent les regrouper. L'homme, "loup pour l'homme", devait être domestiqué d'une façon ou d'une autre. Cette exigence, vivement ressentie par les philosophes du XVIII^{ème} siècle, par les théoriciens du contrat social, est au premier plan des préoccupations des révolutionnaires bourgeois de 93. Saint-Just écrit:

"Les institutions sont la garantie du gouvernement d'un peuple libre contre la corruption, et la garantie du peuple et du citoyen contre la corruption du gouvernement (...). Sans institutions, la force d'une République repose ou sur le mérite de fragiles mortels, ou sur des moyens précaires.

(...) Les institutions ont pour objet d'établir de fait toutes les garanties sociales et individuelles pour éviter les dissensions et les violences; de substituer l'ascendant des coutumes à l'ascendant des hommes."

Mais comment y arriver ? La déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 avait donné une première définition de l'homme. Les révolutionnaires de 93 en sentaient l'insuffisance. Robespierre note qu'elle exclut de son champ d'application les citoyens passifs; Saint-Just déclare: "Nous ne devons plus être ni riches ni pauvres; l'opulence est une infamie". A la tête d'une révolution appelée à libérer un mode de production pour lequel la richesse - le capital - est une fin en soi, ils tentent de concilier son impitoyable exigence d'exploitation avec le besoin primordial d'une "existence humaine".

"Il faut donner à tous les français le moyen d'obtenir les premières nécessités de la vie, sans être lié à autre chose que les lois et sans dépendance réciproque dans l'état

(Suite en page 4)

LA REVOLUTION FRANCAISE

(Suite de la page 3)

civil", parce qu'il faut que l'homme vive indépendant", crie Saint-Just. Et Robespierre: "Le premier droit est celui d'exister; la première loi sociale est donc celle qui garantit à tous les membres de la société les moyens d'exister; toutes les autres sont subordonnées à celle-là." Et parce que l'homme vit indépendant, il faut lui garantir la propriété: "La propriété est le droit que tout citoyen a de jouir et de disposer de la part des biens qui lui est garantie par les lois."

Comment la lui assurer, cette "part des biens" ? Peut-être par une répartition égalitaire ? Robespierre se hâte de mettre en garde contre des illusions de ce genre:

"Vous devez savoir que la loi agraire dont on a tant parlé n'est qu'une fantaisie créée par des brigands pour épouvanter les imbéciles". Cette "loi agraire" qui fait frissonner les bourgeois est la revendication, d'essence paysanne, de partage de toutes propriétés, à commencer par les propriétés agricoles. "Il n'y avait pas besoin d'une révolution - continue Robespierre - pour enseigner à l'univers que l'extrême disproportion des biens est la source de beaucoup de maux et de beaucoup de délits, mais nous sommes cependant convaincus que l'égalité des biens est une chimère. Pour ma part, je la crois encore moins nécessaire à la félicité privée qu'au bien-être public. **Il s'agit bien plus de rendre la pauvreté honorable que de proscrire l'opulence.**"

Il n'y aura donc pas de répartition égalitaire des biens, et de la terre en particulier, mais diffusion de la propriété dans les limites fixées par l'intervention de la société elle-même, de façon que chacun ait le nécessaire pour vivre, ou, mieux, pour ne pas mourir. Robespierre indique ici une méthode pour esquiver la réalité du phénomène typiquement capitaliste qu'est le paupérisme: moraliser la misère en lui conférant un minimum de décence. C'est le principe premier de cette philosophie de la misère qui est commune à Proudhon et aux romantiques sociaux-démocrates, aux stalinien et aux post-stalinien, etc., pour qui le problème est de "contenir" la soif d'exploitation des monopoles, et pour qui l'Etat, organe exécutif de la société a le devoir "moral" de réduire les trop grands écarts de revenu.

"Montagnards, Jacobins et Robespieristes restaurèrent en effet - écrit Soboul (1) - la notion de droit social: la communauté nationale, investie du droit de contrôle sur l'organisation de la propriété, intervient pour maintenir une égalité relative par la reconstitution de la petite propriété, à mesure que l'évolution économique tend à la détruire, afin de prévenir la reconstitution du monopole de la richesse comme la formation d'un prolétariat dépendant."

La nouvelle communauté est donc la Nation, le peuple souverain constitué. Le bien commun de l'antique communauté cède la place à une pure abstraction, la Patrie: "La Patrie n'est pas le sol, c'est la communauté des sujets" (Saint-Just), et l'intermédiaire entre la communauté et les individus est l'Etat conçu comme organisation morale, incarnation de la vertu: "la

terreur peut nous débarrasser de l'aristocratie; mais qui nous débarrassera de la corruption ? ...Des institutions" (Saint-Just). "Dans le système de la Révolution Française, ce qui est immoral est impolitique, ce qui est corrupteur est contre-révolutionnaire... Le fondement unique de la société civile est la morale... L'immoralité est la base du despotisme, comme la vertu est l'essence de la république... Et je parle de la vertu qui n'est rien d'autre que l'amour de la patrie et de ses lois" (Robespierre).

Représentants d'une bourgeoisie encore révolutionnaire, les jacobins confiaient à la terreur l'éducation du citoyen à la vertu. Mais celle-ci ne suffit pas; arme dans une situation extrême, la terreur doit se prolonger dans l'éducation et dans la culture (voilà le pont jeté entre le terrorisme des révolutionnaires et le gradualisme illuministe des réformistes !): "L'égalité civile est rétablie, mais l'instruction et l'éducation manquent. (...) Les révolutions, qui se sont passées depuis trois ans, ont tout fait pour les autres classes de citoyens; presque rien encore pour la plus nécessaire peut-être, pour les citoyens prolétaires, dont la seule propriété est dans le travail. (...) Ici est la révolution du pauvre... Mais une révolution douce et paisible qui s'opère sans alarmer la propriété et sans offenser la justice" (Lepelletier).

"L'instruction est le besoin de tous. La société doit favoriser pour tous ce qui est en son pouvoir, le progrès de la raison publique, et mettre l'instruction à la portée de tous les citoyens" (Robespierre). Ce sera une instruction commune et elle devra former des hommes pénétrés des vertus bourgeoises du travail et de l'abstinence: "les enfants recevront également et uniformément, chacun selon son âge, une nourriture saine, mais frugale, un habillement commode mais grossier; ils auront un lit pour dormir, mais sans mollesse; de façon que, quelque profession qu'ils embrassent, dans quelque circonstance qu'ils puissent se trouver au cours de leur vie, ils aient acquis l'habitude de se passer des commodités et du superflu, et le dédain des besoins fictifs."

La boucle est ainsi bouclée. Dans la recherche acharnée d'un lien entre les hommes pour remplacer les liens traditionnels brisés par l'introduction de l'échange et de ses rapports capitalistes, les révolutionnaires de 93 sont arrivés à identifier dans la République le but ultime de la politique et en même temps l'incarnation de la philosophie et de la morale; rien n'est possible en dehors d'elle. "La révolution doit s'arrêter à la perfection du bonheur et de la liberté publique au moyen des lois. Ses élans n'ont pas d'autre objet et doivent renverser tout ce qui s'y oppose; toute période, toute victoire sur le monarchisme, doit engendrer et consacrer une institution républicaine" (Saint-Just).

Mais si dans cette vision de la nouvelle communauté représentée par la Nation-Patrie-République, le seul ennemi semble être le "monarchisme", Robespierre et Saint-Just savent bien qu'une menace potentielle est contenue au sein même des forces populaires sur lesquelles ils se sont appuyés dans la lutte contre l'ancien régime. Les hommes qui avaient écrit "ceux qui font les révolutions à moitié ne font que creuser leur propre tombe", refusèrent, le 9 thermidor, l'aide des sans-culottes. Avec leur aide ils auraient remporté la victoire, mais ils auraient été prisonniers de leurs alliés. Ils laissèrent donc "la révolution à moitié".

4. UNIVERSALISATION DES RAPPORTS BOURGEOIS

Trem্পés par l'incendie révolutionnaire, les principes de la révolution française acquièrent une valeur mondiale et purent donc, par la suite, être adoptés par tous les pays. Ce n'est pas par hasard si les révolutionnaires de 93 élevèrent la France au rang de modèle pour les autres nations: "nous voulons - écrivait encore Robespierre - exaucer les vœux de la nature, accomplir les destins de l'humanité, tenir les promesses de la philosophie, libérer la providence du long règne du crime et de la tyrannie. Que la France, un temps illustre parmi les pays esclaves, éclipsant tous les peuples libres qui ont existé, devienne le modèle des nations, la terreur des oppresseurs, et que, scellant notre oeuvre avec notre sang, nous puissions au moins voir briller l'aurore de la félicité humaine !".

Cette idéologie de la Grande Nation, de la France éternelle, devenue le drapeau des guerres d'hégémonie Napoléoniennes et plus tard de la diffusion de la civilisation capitaliste par d'autres moyens, plus subtils mais plus efficaces, sera le leit-motiv de la propagande bourgeoise.

Malheureusement celle-ci infestera beaucoup de prolétaires. En 1914 encore des prolétaires français mais aussi étrangers s'enrôlèrent pour défendre la patrie en danger, parce que tout homme a deux patries, la sienne et la France... Il y a presque deux siècles, la tentative d'étendre les "immortels principes" à tous les pays, vaincue sur le plan militaire de l'instauration d'une hégémonie française sur le monde, donna lieu par contrecoup aux mouvements d'indépendance nationale et à la théorisation hégélienne des nationalités comme mode d'incarnation de l'idée dans la réalité. Aujourd'hui l'ONU et la déclaration universelle des droits de l'homme représentent le triomphe de la vision hégélienne du pullulement de nations-idées et la généralisation extrême des principes de la révolution française.

Pour les révolutionnaires marxistes la France est le berceau de toutes les idéologies néfastes avec lesquelles la bourgeoisie a infesté la classe ouvrière. Et c'est précisément l'importance historique mondiale de la France comme foyer de toutes les illusions bourgeoises qui fixe aux prolétaires français, avec encore plus de force qu'aux prolétaires des autres pays, le devoir de combattre, avant tout, leur propre patrie.

* * *

La révolution avait détruit les ordres féodaux et semblait avoir englobé tous les hommes dans la communauté de la nation. En réalité cependant, beaucoup en restaient exclus: après la destruction de l'antique communauté féodale ou naturelle, ils ne se sentaient pas membres de la nouvelle.

Comment devaient réagir ces "citoyens prolétaires" à la dissolution des liens communautaires ? C'est là que se greffe le problème des origines du mouvement ouvrier français.

(1) cf note de Soboul, p. 424, "Histoire Socialiste de la Révolution Française", tome II. Toutes les citations sont reprises du texte de Jaurès, annoté par Soboul (Ed. Sociales);

il comunista

organo del partito comunista internazionale



IL COMUNISTA

Sommaire du No 15, nov.88-jan89

-America, America - Il moto proletario algerino sulla linea di rottura con il capitalismo - Dopo il crac del 1987 - Algeria. Una sola soluzione: lotta di classe! - L'Italia democratica si pente dei crimini del fascista Graziani per far dimenticare quelli del democratico Giolitti - Congratulazioni, frecce tricolori! - Capitalismo, economia della sciagura - A proposito del Iran-Irak - Iran-Irak: a grande richiesta, la pace capitalistica - Il "Dialogo con Stalin" - La lotta contro gli straordinari paga - Nelle prospettive di chiarire le basi di assoluta omogeneità di vedute et di orientamento, indispensabili per la formazione del partito marxista, apriamo un dialogo - Bianchi dei pegni.

VIENT DE PARAÎTRE: LE NUMERO 90 DE LA REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL "PROGRAMME COMMUNISTE"

Commande à Ed. Programme et
il Comunista

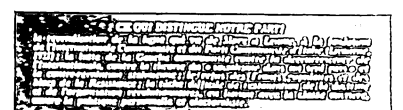
31^e ANNEE SEPTEMBRE 1988 N°90



REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

- Impérialisme, chauvinisme et anti-impérialisme de classe 1
- La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (1) 19
- La reconquête du patrimoine théorique et politique de la Gauche communiste passe aussi par la réappropriation de la praxis de parti correcte 34
- Histoire et condition de la classe ouvrière japonaise dans le second après-guerre 75



M 2112 30 22 09 77

LE MOUVEMENT PROLETARIEN ALGERIEN SUR LA LIGNE DE RUPTURE AVEC LE CAPITALISME

(Suite de la page 1)

A une jeune bourgeoisie correspond toujours un jeune prolétariat. Mais, pendant que l'expérience de domination de la bourgeoisie internationale - et de la bourgeoisie colonialiste en particulier - se transmet aux jeunes bourgeoisies nationales des pays ex-colonisés à travers le marché mondial, les relations diplomatiques et gouvernementales, les accords et les alliances inter-bourgeoises, l'expérience de lutte et de solidarité du prolétariat ne se transmet pas à la même vitesse et la même fréquence. Cette expérience, en réalité, est condensée historiquement dans le seul parti de classe et dans la théorie marxiste sur laquelle ce parti se fonde, mais ne faisant pas pour autant du parti révolutionnaire une "propriété" que les prolétaires disposent par "héritage". La classe du prolétariat découvre par sa propre expérience et par sa propre lutte son existence dans cette société en tant que classe sans réserve. La classe prolétarienne découvre aussi en Egypte et en Algérie que sa participation à la victoire de la lutte de libération nationale ne l'a pas mise à l'abri d'une exploitation qui n'a rien à envier de celle que lui ont fait goûter les longues années de colonialisme. Elle découvre que celui qui détient la richesse ne l'a produit pas mais s'en empare selon des lois économiques et sociales qu'aucun prolétaire n'a "choisi" mais dont ils doivent subir la peine de la galère, de la mise à l'écart, de la faim, de la mort.

Le prolétariat - en l'absence du parti de classe, seul en mesure de représenter, dans le quotidien bourgeois et capitaliste, le futur révolutionnaire et communiste, l'unique force de direction de son mouvement de classe - est contraint de découvrir par ses seules forces, dans l'isolement de la fabrique, de la ville ou du pays, avoir à faire contre lui à plus d'un patron vorace et corrompu, à plus d'une chapelle de parasites et de pique-assiettes, à bien plus d'un groupe de riches familles. A un certain point, il découvre avoir contre lui le représentant d'un intérêt de classe antagonique, la bourgeoisie, non seulement avec tout son pouvoir économique, mais aussi avec tout son pouvoir politique et militaire avec lequel elle gouverne le pays.

Parrallèlement à l'haletante rapidité du développement économique des jeunes pays ex-colonisés et à la pression toujours plus brutale d'une jeune bourgeoisie nationale ambitieuse et poussée à gagner des positions sur le marché mondial dont elle sait dépendre inévitablement, survient un très rapide changement social dans les masses pauvres et payannes, créant une impétueuse prolifération de prolétaires purs, arrachés à la campagne et à l'économie de subsistance et concentrés en des villes toujours plus monstrueusement vastes et inhospitalières.

Ce vaste et rapide mouvement de prolétarianisation constitue la caractéristique principale de tous les pays devenus

indépendants du colonialisme européen. Il y a une trentaine d'années, dans les années cinquante, tous ces pays ont connus la même tendance au développement: fournisseur de matières premières, ils ne pouvaient que baser leur développement sur cette production et sur son exportation. Mais le marché mondial des matières premières n'était, et n'est toujours pas, contrôlé par eux-mêmes, mais par les grandes puissances impérialistes, principales consommatrices de ces matières. Entraînées par ce biais dans le marché mondial et dans une nouvelle forme financière de colonisation, les économies des pays ex-colonisés, n'ont jamais réussi en réalité, si ce n'est dans quelques cas particuliers, à se développer suffisamment pour satisfaire au moins les exigences élémentaires des masses prolétariennes: travail, pain, maison.

C'est là que réside la racine des révoltes sociales qui ont ponctué constamment l'histoire de ces pays, de l'Egypte à l'Algérie, au Soudan et à la Tunisie, de la Palestine à l'Iran, à l'Ethiopie et à la Somalie, pour rester dans l'aire d'influence la plus immédiate de l'Europe.

Révoltes spontanées, aveugles, furieuses, qui se déchaînent à l'improviste et qui, brutalement réprimées, se tassent pour ressurgir à nouveau sur la scène quelques mois ou quelques années plus tard. Si l'on prend en considération les pays de l'Afrique du Nord ou du Moyen-Orient, il n'y a pas un pays,

il n'y a pas une ville ou un village qui n'ait été secoué par les mouvements de révolte. Et si on prend quelques pays comme l'Egypte ou l'Algérie, et grâce à la présence palestinienne, les pays du Proche-Orient, l'histoire de leur indépendance a été aussi l'histoire de la lutte de classe, de mouvements de grève, d'affrontements très violents entre les prolétaires et l'armée.

Avec une quasi-constance, les grèves ouvrières précèdent les révoltes populaires. C'est ainsi en Egypte déjà en 1952 et puis en 1973-74 et encore en 1977 et dans les premières années de 1980. C'est ainsi en Algérie en 1976, en 1984 et en 1988. Les grévistes ouvriers tirent donc matériellement les masses pauvres et des couches de la petite-bourgeoisie appauvrie, dans l'affrontement social.

Mais dans la mesure où le prolétariat ne représente pas encore une force organisée indépendante, donc effectivement de classe, les révoltes sociales sont destinées à éclater à l'aveugle et de façon désorganisée. Cela n'élimine pas le fait que la base matérielle des antagonismes de classe soit pleinement présente, nonobstant la faiblesse de l'économie capitaliste des pays ex-colonisés.

D'autre part, cette faiblesse se heurte avec toujours davantage de violence avec les contradictions internes tendanciellement plus aiguës, amorties seulement et dans une certaine mesure,

LE MOUVEMENT PROLETARIEN ALGERIEN

dans des situations périodiques de marché favorable - comme cela a été le cas lors du boom pétrolier - qui ont pu permettre un certain développement et un meilleur niveau général de vie. D'autre part, elle se heurte avec les contradictions **externes** du marché mondial, à travers lesquels s'exerce la pression des puissances capitalistes les plus fortes qui tendent à décharger sur les pays de la dite périphérie de l'impérialisme, une bonne partie des effets de la crise qui s'accumulent dans les métropoles du grand capital.

Le mélange explosif constitué par la combinaison des bouleversements des économies tribale, naturelle, précapitaliste, qui permettaient à défaut d'autre chose d'assurer un niveau minimum de subsistance, par la frénétique civilisation capitaliste, par l'augmentation croissante de la démographie, par le déplacement de masses gigantesques de prolétaires vers les concentrations urbaines et vers l'émigration, par l'augmentation en quantité et qualité des exigences de vie quotidienne qui ne peuvent être satisfaites, est destiné à éclater périodiquement. Rien ne réussit à atténuer la violence, ni le sempiternel programme de "réforme agraire, ni les sempiternelles promesses de réforme constitutionnelle, ni la répression brutale. Comme un tremblement de terre, le mouvement social parcourt toutes les lignes de moindre résistance et rompt brutalement les faibles et faux liens des mécanismes de la paix sociale.

Et, dans une répétition désormais constante, le prolétariat vient sur l'avant-scène représenter les **contradictions fondamentales** de cette société dont la base matérielle est faite d'antagonismes de classe. Le prolétariat, objet et composante de la crise économique et sociale, qui se répète à un rythme plus élevé lorsque le capitalisme

mondial entre dans de longues périodes de crise, est entraîné dans les tensions que toutes les couches sociales expriment, des fractions bourgeoises désavantagées par le cours du marché, à la paysannerie appauvrie, en passant par la petite-bourgeoisie commerçante des villes et par les couches du sousprolétariat déshéritées et marginalisées.

En l'absence d'une organisation classiste stable au niveau de la lutte immédiate - les syndicats de tous ces pays étant de surcroît l'émanation directe des partis au pouvoir - et du parti de classe, les mouvements sociaux, exprimant pourtant objectivement une tendance anti-Etat et donc anti-bourgeoise et une force matérielle en mesure de révolutionner la situation politique existante, sont contraint de s'exprimer dans des révoltes spectaculaires mais qui ne frappent pas réellement le pouvoir de la classe dominante. C'est pourquoi leur apparition "improvisée" est suivie de leur disparition tout autant "improvisée", et elles réapparaissent cycliquement avec les mêmes caractères, plus destructives encore parfois.

Mais cela ne signifie pas que les mouvements prolétariens des pays capitalistes non développés sont complètement aveugles ou directement stériles. Aujourd'hui au contraire, ils représentent la plus importante **ligne de rupture**, que les prolétaires des métropoles capitalistes de l'Occident doivent regarder avec confiance et dont ils doivent beaucoup apprendre.

Le temps n'a pas permis aux jeunes bourgeoisies des pays non avancés d'affiner les mécanismes de l'opportunisme démocratique typique des sociales-démocraties occidentales, et le modeste développement économique ne leur a pas permis de mettre en place toute une série d'amortisseurs sociaux, dont l'utilité est de contenir et de dévier les tensions des classes salariées et pauvres.

C'est pour cela que le jeune prolétariat des pays non-industrialisés n'a pas été - contrairement à ce qui est

arrivé à son frère des pays développés - infecté jusqu'à la moelle par le virus démocratique, légalitaire et pacifiste. Il exprime directement et spontanément son appartenance à la classe qui historiquement a la tâche de révolutionner de fonds en comble l'actuelle société bourgeoise, et il l'exprime avec une énergie et un courage qui donnent de l'espoir pour le futur.

Le prolétariat européen et des pays impérialistes du monde, aujourd'hui encore incertain sur sa force et sur sa capacité organisationnelle et de résistance, regarde stupéfait et effrayé les massacres qui marquent les mouvements sociaux en Egypte, au Moyen-Orient, en Tunisie, au Maroc, en Algérie ou dans le plus lointain Salvador, ou en Inde, ou au Sri-Lanka. Empoisonné et engourdi par les habitudes et par la mentalité démocratique et social-pacifiste, le prolétariat occidental a en général peur de descendre dans la rue et affronter dans un combat direct les forces de la conservation bourgeoise, même quand il s'agit de défendre ses plus élémentaires et propres intérêts de classe.

Alors qu'il se fait entraîner parfois dans de violents combats pour défendre la démocratie - ce système qui d'un côté semble lui garantir une certaine liberté de consommer, de parole, d'organisation, de travail et de divertissement, tandis que de l'autre il lui nie cette liberté dans la réalité quotidienne - il n'a pas réussi encore à reconquérir une confiance effective dans ses propres forces, dans le poids social qu'impose son nombre, dans sa concentration, dans sa fonction première de producteur des richesses sociales.

Pour que le prolétariat se tire de son long sommeil, la route sera longue. Longue aussi sera celle pour qu'il se reconnaisse comme classe antagoniste de la société actuelle, c'est-à-dire non pas étouffé dans les stériles luttes électorales et compatible avec l'ordre du système, mais expérimenté dans les luttes directes et incompatibles avec tout ce qui dans cette société repré-

sente la "stabilité", le "développement", la "civilisation", le "progrès", ou encore la "qualité de vie".

Mais dans le sous-sol économique et social, les contradictions travaillent **en faveur** de la reprise de classe. Les prolétaires algériens et yougoslaves, les prolétaires polonais et philippins, les prolétaires noirs d'Afrique du Sud et de Palestine, au-delà de l'idée politique et religieuse qu'ils peuvent porter dans leur tête aujourd'hui, sont les représentatants d'un mouvement souterrain vers la reprise de classe.

Ce n'est pas un hasard si dans ce fétide Occident démocratique, les prolétaires ne se soient pas mobilisés en solidarité avec leurs jeunes frères algériens. Les prolétaires de cet Occident opulent ont assimilé la même peur qui hante la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie: perdre les mesures "de garantie" que la riche bourgeoisie impérialiste leur concède. C'est seulement quand ils réussiront à se libérer de cette peur qu'ils s'élèveront à la hauteur des prolétaires qui se sont battus dans les rues d'Algérie en octobre dernier.

Les révolutionnaires communistes, internationalistes parce qu'anti-bourgeois et anti-démocratiques, ne doivent jamais oublier les leçons de la lutte de classe. Ils doivent toujours tenir vive dans leur esprit et dans leurs actions la nécessité de la théorie révolutionnaire, qui seule leur permet de comprendre le sens des événements et de ne pas se faire emporter par eux. Ils doivent continuer le dur et difficile travail de préparation révolutionnaire et de constitution du parti de classe. Ils doivent démontrer dans les paroles et dans les faits qu'ils sont effectivement l'avant-garde consciente de la classe ouvrière de chaque pays. Ils doivent lutter contre le courant avec la certitude non seulement théorique mais vivante et matérielle que la masse prolétarienne est en marche vers la reprise du mouvement de classe, aussi tourmenté qu'en soit le chemin.

ALGERIE LE DANGER MORTEL DU DEMOCRATISME

Les derniers mois sont marqués par le renouveau de l'agitation et par les manœuvres du pouvoir pour canaliser cette agitation dans le sens d'un ravalement de façade de l'édifice social sous la forme d'une "démocratisation" bien contrôlée. L'effervescence sociale touche plusieurs classes qui se manifestent de façon différente et pour des objets différents; d'un côté, des couches petites-bourgeoises et bourgeoises s'agitent en faveur de la démocratisation et de la libéralisation d'un régime au sein duquel elles veulent conquérir une place plus grande; de l'autre, la classe ouvrière qui aspire elle aussi à la fin de l'autoritarisme et de la répression dont elle souffre plus que quiconque, est entrée en lutte pour la défense de ses intérêts immédiats: plusieurs centaines de grèves dans tout le pays, selon la presse officielle elle-même. Dans certaines usines des tentatives d'organisation indépendante ont eu lieu.

Le pouvoir est contraint d'agir pour désamorcer une situation qui restait tendue après que le "calme" ait été rétabli par la répression sanglante. Ses projets de démocratisation ont pour but de renforcer et de perfectionner la machine d'Etat en lui redonnant une légitimité bien ébranlée après octobre. Ils doivent aussi servir à adapter l'organisation politique de l'Etat aux modifications économiques provoquées par le degré de développement qu'a atteint le capitalisme algérien. Aux mesures de libéralisation économique dans l'industrie, le commerce et l'agriculture demandées par des fractions croissantes de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie, doit correspondre une adéquation du système politique de façon à permettre une certaine expression des antagonismes et des rivalités sociales en vue de leur résolution au moindre coût politique et social.

Il n'y a là rien de révolutionnaire; en prenant ce chemin, l'Etat algérien ne fait que suivre avec retard la voie tracée par le Maroc et la Tunisie. Mais les prolétaires ont aussi sous les yeux l'exemple de ces deux pays. Ils peuvent constater que malgré la démocratisation, les travailleurs y sont tout aussi féroce-ment exploités et réprimés qu'en Algérie. La domination de la bourgeoisie n'en n'a pas été le moins du monde adoucie. Il n'y a donc aucune illusion à avoir: le pouvoir a fait la preuve en octobre contre des jeunes manifestants désarmés de ce dont il est capable lorsque l'ordre bourgeois est un tant soit peu ébranlé. Demain, démocratisé ou pas,

il restera comme avant féroce-ment attaché à la défense des intérêts capitalistes, particuliers ou généraux, d'Etat ou privés. Il sera toujours, comme tous ses collègues de par le monde, l'ennemi implacable de la classe ouvrière et des masses exploitées.

Ce sont là des vérités élémentaires qu'il importe tout particulièrement de rappeler aujourd'hui pour faire face aux manœuvres du gouvernement. Les partis d'opposition, même quand ils dénoncent les mascarades électorales du pouvoir et son processus de démocratisation, ne le font qu'en préconisant une "véritable démocratie". C'est-à-dire qu'ils ne combattent que les formes que revêt la société bourgeoise et pas le capitalisme qui en est l'essence. Au plan économique et social ils ne vont pas au delà de l'opposition au capitalisme privé, vis-à-vis duquel ils défendent la prééminence économique de l'Etat bourgeois. Ils se situent donc au fond dans le même camp politique que le pouvoir car ils ne défendent que des variantes, plus ou moins impuissantes, plus ou moins utopiques, de la politique bourgeoise. Et les plus dangereux sont ceux qui, comme le P.A.G.S., prétendent concilier intérêts bourgeois ("nationaux", "populaires") et intérêts prolétariens. Les trotskystes qui n'ont pas à faire oublier une longue histoire de collaboration de classes, constituent l'aile extrême, soi-disant "révolutionnaire" de cette opposition. Mais un examen rapide de leurs positions démontre que celles-ci relèvent du **démocratisme petit-bourgeois** et qu'elles constituent un danger mortel pour l'organisation révolutionnaire de classe du prolétariat.

Au moment même où l'Etat oeuvre à la consolidation de l'union nationale entre les classes avec sa démocratisation, les trotskystes n'arrivent à faire que de la surenchère, incapables qu'ils sont de tracer une perspective de classe aux travailleurs. C'est ainsi que la "déclaration du 4 novembre" de l'ORT, prise à titre d'exemple, est significativement intitulée: "Pour un débat national sur l'avenir du pays. Pour une Assemblée constituante souveraine".

Dans ce texte, qui appelle à l'action de "toutes les forces sociales qui aspirent à la démocratie", on peut lire entre autres que "les limites des réformes proposées par Chadli (...) résident surtout dans la démarche (sic!), qui réduit la souveraineté du peuple (re-sic!) à dire oui à un réaménagement du système élaboré en dehors de lui" alors que seul un véritable "débat démocratique", concrétisé dans une assemblée

constituante pourrait "diriger le processus de démocratisation de la société algérienne" jusqu'à ... l'adoption d'une "constitution démocratique".

Tout ce que le démocratisme petit-bourgeois a jamais pu enfanter de plus creux et de plus lâchement réformiste semble s'être condensé dans ce texte d'une organisation prétendument marxiste !

Ce qui attend l'Algérie et ce à quoi doivent se préparer les prolétaires, ce n'est pas un "débat national" entre "toutes les forces sociales qui aspirent à la démocratie". C'est l'aggravation de la lutte des classes entre ces forces sociales (ces classes), lutte des classes qui montrera de plus en plus son caractère international. L'amélioration de la situation de la classe ouvrière et à plus forte raison l'apparition d'un "nouveau système politique et social" ne pourra être le fruit d'un "processus" graduel de réformes. Elle sera le résultat des affrontements entre les classes culminant dans la prise violente du pouvoir et l'instauration de la dictature du prolétariat.

Cette perspective ne pourra jamais être envisagée par les petits-bourgeois de gauche ou "d'extrême-gauche". C'est celle du prolétariat révolutionnaire, organisé autour de son parti communiste pour la défense de ses seuls intérêts de classe et qui, pour cette raison, pourra entraîner derrière lui les classes et couches plus ou moins opprimées à l'assaut de l'Etat bourgeois, au lieu d'être à leur remorque pour renforcer cet Etat.

Le démocratisme, lui, professe un respect superstitieux de l'Etat ; il cherche à estomper les différences de classes avec sa phraséologie vide sur la "souveraineté populaire", le dialogue et l'unité nationale. Comme il est l'expression de la petite-bourgeoisie située entre les 2 classes fondamentales de la société, il redoute par dessus tout le déchaînement de la lutte des classes car celle-ci y perd toute possibilité de jouer un rôle indépendant, de se prétendre dépositaire de l'intérêt général commun à tous. Le mouvement ouvrier présente pour lui une force sur laquelle il est possible de s'appuyer pour arracher des concessions à la bourgeoisie et à son Etat, à condition de le contrôler, de l'empêcher de lutter pour ses buts propres en le noyant dans le "peuple", c'est-à-dire dans un front interclassiste. La brochure trotskyste dont nous avons cité plus haut des extraits se conclue mélancoliquement ainsi: "La peur de la bourgeoisie algérienne à as-

sumer publiquement ses différenciations politiques et à faire face à la contestation sociale sera le principal frein de l'ouverture démocratique. Les masses ouvrières et populaires devront continuer à se mobiliser pour lui imposer la démocratie, l'indépendance de leurs organisations et la satisfaction de leurs revendications sociales".

Oui, les masses ouvrières devront non seulement se mobiliser, mais continuer à lutter pour imposer leurs revendications immédiates, aussi bien économiques et sociales que politiques (salaires, droits d'organisation, de grève, d'expression, lutte contre la répression, pour l'égalité entre les sexes, etc.). Elles le pourront d'autant mieux qu'elle sauront éviter le piège de mettre leur force au service d'un but qui n'est pas le leur - la démocratisation de l'Etat bourgeois- qu'elles sauront trouver le chemin de l'organisation indépendante de classe, de la constitution du parti révolutionnaire international marxiste. Leur but sera alors, non pas d'imposer la démocratie à une bourgeoisie apeurée, mais de combattre et de vaincre cette bourgeoisie dans la lutte pour la révolution communiste mondiale.

Sur ce chemin, le démocratisme sous toutes ses variantes est un des obstacles les plus dangereux et les plus difficiles à surmonter, ainsi que l'a montré l'histoire de la lutte des classes.

Militants, sympathisants, lecteurs, vous pouvez collaborer utilement au journal en l'informant de tout ce qui mérite d'être remarqué du point de vue social, économique et politique. Envoyez-nous tracts locaux, comptes-rendus d'événements, coupures de presse ou remarques sur les luttes sociales.

SOUSCRIPTION POUR LA PRESSE.

Pour mener notre combat contre le capitalisme, nous devons faire un effort important de propagande et d'agitation. Pour cela nous devons développer et renforcer notre presse, pivot central de notre activité politique. Pour cela, toi qui lis notre presse et partages les mêmes certitudes que nous, tu peux participer à notre effort pour renforcer notre presse en souscrivant au "prolétaire".

OU VONT LES BR ?

Cet article est le troisième et dernier d'une série dont les chapitres précédents ont été publiés dans les "Proletaire" No 398 et 399. A la veille du maxi-procès des Brigades Rouges en Italie, il est essentiel, face à toutes les âneries que ne manqueront pas de débiter les officiants de la Justice du capital et ses publicistes de toutes sortes, comme face aux déformations, déviations, illusions et désillusions politiques des brigadistes, qu'ils soient repentis, dissociés ou même irréductibles, de dresser un bilan et de faire l'analyse du mouvement brigadiste. Il est fondamental d'expliquer et de répéter que l'usage de la violence, en soi, ne peut être la marque et la garantie du "communisme" et de la "révolution en marche". Dans ce procès, la bourgeoisie tentera d'exorciser à jamais la violence, mal absolu quand elle est utilisée pour troubler le statu-quo social et politique, non tant en raison de la menace qu'auraient constituée les BR pour la domination bourgeoise, que pour prévenir l'emploi par la classe ouvrière de cette violence dans sa lutte et pour ses objectifs révolutionnaires. Nous montrons, sur la base du marxisme authentique, que la voie tracée par les BR était une impasse, non parce que leur pratique de la violence terroriste les aurait détournés d'une voie pacifique, légaliste et parlementaire plus efficace et mieux "compréhensible par les travailleurs", mais parce que les BR n'avaient aucun programme ni aucune perspective prolétariennes, sinon une théorie excitatoire, coupée du développement et même contradictoire avec les exigences réelles de la reprise de la lutte de classe, liée en définitive à une perspective réformiste de matrice petite-bourgeoise.

LA CONTESTATION ARMEE N'A PAS RAPPROCHE LES BR DU PROLETARIAT, NI LE PROLETARIAT DU PARTI DE CLASSE

La contestation armée s'est prolongée dans le temps, non par la volonté des protagonistes, mais pour des raisons d'ordre sociale et politique. Les contradictions sociales qui mettaient en mouvement de larges couches de population, persistaient; mais des signes de reprise économique laissaient espérer qu'il serait possible de reprendre ce que la crise économique avait emporté. Les forces du réformisme collaborationniste n'étaient pas mortes, mais au contraire elles réactivaient leur fonction, quoique sur un champ plus étroit qu'auparavant et avec moins de participation enthousiaste des masses. Les partis du gouvernement, la DC surtout, incontestablement secoués par la vague terroriste, y répondirent par un véritable terrorisme d'Etat en mettant en action les services secrets, en instituant les prisons spéciales, en décrétant des lois d'urgence qui donnaient libre cours à la répression.

La trajectoire des BR conduisait inévitablement à un duel mortel avec l'Etat et approfondissait sans cesse la divergence existante dès le départ avec les besoins des masses prolétariennes. Celles-ci avaient besoin de reconquérir le niveau "trade-unioniste", c'est-à-dire le niveau minimum, de base, de la lutte immédiate sur le plan économique, indépendamment des intérêts de l'entreprise et de l'économie nationale, en rupture donc avec le réformisme syndical. En faisaient foi les tentatives répétées d'organiser, non la révolution, mais des mouvements de grève en dehors de l'emprise du collaborationnisme.

Les BR ne comprenaient pas et ne pouvaient pas comprendre ce besoin fondamental de la classe ouvrière, pénétrées qu'elles étaient de l'idée selon laquelle une "révolution culturelle" était en cours dans les métropoles occidentales à travers la "guerrilla urbaine", qui, à son tour, selon l'idéologie spontanée, devait soulever les masses populaires contre le retour du fascisme. Pour elles tout se passait comme si, avant 1968 les masses avaient pu résoudre leurs problèmes, alors qu'après, elles auraient reculé, laissant du coup la place libre au fascisme, que les BR se chargeaient alors de combattre.

Les BR ne pouvaient pas comprendre les besoins de la classe ouvrière à cause de leur propre exigence d'en finir avec un régime qui refusait une alternative "de gauche", à cause de leur propre exigence de s'approprier une part de la richesse sociale et de leur désespoir devant les difficultés d'obtenir une distribution "plus égale" de cette richesse en faveur des masses condamnées depuis 30 ans aux sacrifices. Cette exigence n'était pas celle de la classe ouvrière; elle représentait plutôt les aspirations de couches frustrées par la crise économique et terrorisées par la crainte de perdre les "garanties", les "sécurités", les "biens" durement conquis dans la période précédente: les aspirations de couches de l'aristocratie ouvrière et de la petite-bourgeoisie, ébranlées par la crise qui voulaient rendre la monnaie de leur pièce à la bourgeoisie et au pouvoir politique parasitaire et arrogant.

Le fait que des ouvriers aient adhéré aux formations de "lutte armée" ne suffit pas en faire des organisations communistes. Un ouvrier n'est pas en soi révolutionnaire parce qu'il fait partie de la classe qui, **historiquement**, est la seule classe révolutionnaire à l'époque moderne; il le devient lorsqu'il abandonne ses caractéristiques sociologiques individuelles pour assumer les positions programmatiques et politiques du marxisme et une praxis cohérente avec celui-ci. De la même façon, une organisation qui se proclame et qui pense être communiste ne l'est pas automatiquement par ce seul fait. Elle l'est et elle le devient si elle agit en cohérence avec l'expérience historique de la lutte de classe, avec la théorie et le programme communistes qui, seuls, la condensent.

Il peut arriver qu'en dépit d'idées erronées, de convictions politiques ou de programmes faux on agisse de façon révolutionnaire, on diffuse parmi la classe le "besoin de révolution". Cela arrive alors de façon inconsciente, matériellement, dans les faits,

dans la lutte qui oppose les classes, c'est-à-dire des masses d'individus polarisés autour d'intérêts antagoniques et irrésistiblement poussés par la situation économique et sociale à s'affronter.

C'est le cas de situations de haute tension sociale, où existent, non des groupes de conspirateurs, mais de larges organisations prolétariennes. Pour que ces situations puissent être définies comme des **situations révolutionnaires** il y faut encore plusieurs facteurs de type économique, social et politique. Parmi ceux-ci, deux sont indispensables car ils indiquent que le prolétariat s'est "constitué en classe" luttant pour le pouvoir:

1) un large mouvement d'associations prolétariennes à caractère économique, regroupant une bonne partie de la classe ouvrière sur des objectifs, des méthodes et des moyens de classe, en rupture donc avec le réformisme.

2) un parti révolutionnaire puissant dans lequel milite forcément une minorité des travailleurs, mais qui a pu, grâce au développement des luttes partielles, étendre son influence sur le mouvement syndical, "économique" et en général "immédiat", en combattant victorieusement l'influence bourgeoise(6).

AVENTURISME POLITIQUE ET DEFAITISME REFORMISTE

IL faut alors se demander si les BR ont effectivement diffusé parmi le prolétariat le "besoin de révolution", le besoin de s'organiser de façon indépendante de la bourgeoisie et du réformisme; si elles ont contribué à importer parmi la classe la théorie marxiste, la seule théorie révolutionnaire; si elles ont contribué effectivement à la formation du parti de classe révolutionnaire, indispensable à la victoire de la lutte de classe et indispensable aussi pour la réorganisation classiste du prolétariat ?

A toutes ces questions, la réponse ne peut être que négative.

Les BR n'ont fourni aucune contribution utile au prolétariat pour qu'il reprenne confiance dans ses propres forces, aucune contribution utile aux éléments d'avant-garde poussés à un travail conscient de préparation révolutionnaire. Leur idéologie, leurs méthodes n'ont entraîné aucune rupture efficace avec le réformisme. Leurs duels avec l'Etat bourgeois, comme l'observait déjà Lénine à propos du terrorisme des "Socialistes Révolutionnaires", n'ont provoqué "dans l'immédiat qu'un choc tout passager, et dans la suite conduisent même à l'apathie, à l'attente passive du prochain **combat singulier**"(7) au lieu d'être la soi-disant pointe avancée de la guerre des classes. La seule "théorie" produite par les BR a été celle de la "lutte armée". Elle s'est traduite dans les faits par le terrorisme individuel, non parce c'est ce que voulaient les BR - nous avons vu qu'au contraire, elles se voulaient le "pôle stratégique de la lutte armée pour le communisme" - mais parce que les conditions historiques et leurs propres conceptions, les condamnaient aux actions "exemplaires", tapageuses, aux combats singuliers avec les forces policières.

Elles ont cru pouvoir **transférer des forces** au prolétariat par leurs actions armées en opposant leur propre insaisissabilité à l'invulnérabilité de l'Etat, en répliquant à la répression par l'attaque de bourgeois particulièrement odieux. Les BR étaient victimes de ce que Lénine appelait "le plus grand des préjugés du terrorisme: l'assassinat politique réalise à lui seul un "transfert de force"!" Et Lénine concluait de façon lapidaire: "Ces gens ne comprennent pas que le seul fait de promettre ce "transfert" de la force est déjà de l'aventurisme politique, et que leur aventurisme a pour cause leur manque de principes" (8).

Le manque de principes, l'absence de programme conduit à la **faillite politique**.

Les BR ont payé cher leur faillite politique, en termes de vies perdues, en termes d'absence de perspectives, en terme de capitulation sur toute la ligne.

Le succès d'abord des campagnes de "dissociation" de la violence, puis de la délation et du "repentir", comme le lancement par le groupe "historique" le plus important

des BR de la "bataille de la liberté", tout cela fait partie des conséquences **défaitistes** de l'aventurisme politique du terrorisme brigadiste.

Lénine parlait de "l'inutilité du terrorisme, puisque **sans** le peuple ouvrier, toutes les bombes sont impuissantes, notoirement impuissantes"; et il affirmait "qu'un parti révolutionnaire ne mérite son nom que lorsqu'il dirige **réellement** le mouvement de la classe révolutionnaire".

Alors, dans la Russie du début du siècle, le mouvement social de la classe ouvrière et des couches avancées de la paysannerie était réellement en marche vers l'affrontement décisif avec le tsarisme. Le mouvement prolétarien témoignait de sa force et il allait démontrer lors de la révolution de 1905, à travers ses organisations immédiates (syndicats et soviets) et son parti, qu'il était la force dirigeante de la révolution. Lénine avait donc toutes les raisons de considérer le terrorisme comme **inutile**, de le dénoncer comme une **tendance éphémère** et la traduction de l'attitude constante des couches intermédiaires traditionnellement **instables**, toujours **déboussolées** par les événements.

Aujourd'hui cette inutilité, cet écho d'un passé anarchoïde et romantique des débuts des mouvements prolétariens et populaires ne peuvent que dégénérer en un défaitisme réformiste ainsi que l'a montré l'évolution de toutes les formations guerrilléristes et brigadistes.

Mais pour Lénine comme pour nous et tous les authentiques révolutionnaires communistes, la condamnation de cette orientation n'a jamais signifié la condamnation par principe de la violence, de la terreur, de la dictature.

Et c'est en pleine concordance avec cette ligne que nous avons toujours opposé au terrorisme brigadiste - vaine répétition de ce qui avait déjà été condamné par l'histoire du mouvement de classe - le travail long et difficile, silencieux et patient, tenace et avare en résultats immédiats, mais indispensable de reconstitution du parti révolutionnaire sur la base irremplaçable du marxisme, en dehors de la recherche illusoire de raccourcis, en dehors de l'impatience ou du désespoir des couches intermédiaires, en dehors du tapage des actions spectaculaires et des menaces proclamatoires contre le "cœur de l'Etat".

"En un temps où les révolutionnaires **manquent** de forces et de moyens pour diriger une masse en mouvement, appeler à une action terroriste telle que l'organisation, par des individus isolés ou par de petits groupes qui ne se connaissent pas, d'attentats contre les ministres, c'est **par là-même** non seulement négliger le travail parmi les masses, mais y semer directement la désorganisation", estimait Lénine. Cela est encore plus vrai lorsque la masse **n'est pas** en mouvement, n'est pas constituée ou en voie de constitution en force indépendante de la bourgeoisie et de ses laquais "de gauche". Les BR et autres organisations du même type ont contribué, quelles que soient leurs intentions, à semer la désorganisation parmi la classe ouvrière: voilà le défaitisme anti-prolétarien.

DE LA CONTESTATION ARMEE DU POUVOIR AU PACTE DE PACIFICATION

Aujourd'hui, les Curcio, Moretti, Balzerani et cie décrètent que "le cycle de la lutte armée" est terminé et qu'il faut suivre une voie nouvelle, non armée. Ils parlent de "solution politique" d'un conflit qui a conduit en prison quelques milliers de personnes et qui n'a été "résolu" ni avec la lutte armée, ni avec les mesures d'urgence des gouvernements successifs. Les brigadistes qui se reconnaissent dans cette solution politique et qui demandent à l'Etat geôlier "un nouvel espace politique" tendent encore une fois à un objectif strictement réformiste: ouvrir un **dialogue actif** en tant que "sujets politiques" pour sauver "ces possibilités de rénovation et de transformation qui, malgré tout, sont encore aujourd'hui ouvertes" (9).

Il s'agit toujours de réformes de cette société-ci et de son organisation politique démocratique - la "liquidation" de la DC en moins. A la DC comme aux autres partis parlementaires, les brigadistes partisans de la "solution politique" demandent "un espace politique qui permet à tous les interlocuteurs possibles d'explorer les causes et la responsabilité". Le président de la DC, l'évêque de Milan, des parents de victimes, des secteurs de la magistrature, des jeunes loups du PCI et des vieux crabes du PSI se sont déjà montrés intéressés. Les fameuses "années de plomb" sont la hantise de tous les démocrates, "armés" ou non.

Ces années sont en fait les années où l'écroulement des mythes du bien-être ont surpris un mouvement ouvrier matériellement poussé à la lutte, mais qui avait complètement perdu l'habitude de la lutte réelle pour défendre ses intérêts; un mouvement ouvrier incapable de reconnaître les méthodes **classistes** de lutte, tout en étant attiré par des formes de lutte distinc-

tes de l'immobilisme collaborationniste; un mouvement ouvrier qui avait besoin (et qui a toujours besoin) d'une analyse précise des rapports de force et de la situation, d'une direction efficace des luttes.

Si l'on se penche sur les luttes qui vont de "l'automne chaud" de 69 aux grandes grèves de 72 avec la formation des "conseils d'usine" et des comités de lutte, on constate qu'elles ont été l'expression d'un malaise social généralisé et d'une rébellion spontanée contre les incertitudes et les dangers de perdre les "garanties" de tout type, "garanties" qui, par ailleurs, constituaient la base matérielle de la participation prolétarienne à la politique collaborationniste et la base de l'influence du réformisme.

Ces luttes ont été la première réponse de la classe ouvrière à la désertion des syndicats officiels devant les continuelles mesures anti-ouvrières des gouvernements successifs. En l'absence d'organismes de classe indépendants, elles voyaient le prolétariat condamner à repartir à chaque fois de zéro sans pouvoir accumuler une expérience unificatrice. Il était absurde de prendre ces luttes pour la manifestation d'une "hégémonie politique" du prolétariat, ou même pour le début effectif de la **reprise de classe** qui aurait été en progrès constant.

A la base de ces analyses fausses, il y avait l'illusion que le réformisme avait perdu toute influence au sein de la classe, et le refus de comprendre cette leçon historique des luttes de classes, selon laquelle le réformisme ne disparaîtra qu'avec le pouvoir bourgeois dont il tire l'essentiel de ses forces.

NON DIALOGUER, MAIS ROMPRE AVEC LES FORCES DE LA CONSERVATION BOURGEOISE

Avec leur "bataille pour la liberté", Curcio et cie, cherchent aujourd'hui un terrain pour qu'ait un sens leur conception de "rénovation et transformation". Ils cherchent à se poser comme interlocuteurs indispensables au pouvoir bourgeois, pour lui faire comprendre les conflits sociaux, pour lui permettre de les contrôler et de les rendre compatibles avec l'ordre social et politique. C'est là le sens réel de leurs textes, derrière leurs revendications de liberté "de pensée" et "d'action". Leur insertion **dans la société** n'est plus recherchée en excitant les masses par les actions exemplaires, mais en excitant les consciences de la "démocratie radicale", des "nouveaux mouvements d'opposition sociale", du "réseau des mouvements alternatifs européens", de "tous ces opérateurs culturels et politiques" qui veulent tourner la page de la situation d'urgence.

A toutes ces consciences ils proposent un dialogue pour "la solution politique aux années 70", une sorte de compromis historique entre les anciens ennemis irréductibles de la DC et le pouvoir bourgeois tel qu'il est aujourd'hui.

Toujours attentifs d'abord à leurs propres besoins, à leurs propres vicissitudes individuelles, les brigadistes restent étrangers aux besoins objectifs du mouvement ouvrier, comme ils l'étaient hier. Ils ne s'y intéressent d'ailleurs que très marginalement.

Hier les BR prétendaient que "le cycle de la lutte armée" s'ouvrirait objectivement. Aujourd'hui ce qui reste des BR "historiques", ce qui n'est pas complètement réabsorbé par les mécanismes sociaux bourgeois, décide que ce cycle est terminé et propose un "pacte de pacification". Ils se découvrent si peu ennemis irréductibles du capital qu'ils demandent leur reconnaissance officielle "d'opérateurs culturels et politiques" momentanément incarcérés, prêts à réaliser toutes les études et toutes les recherches sur ces années de lutte armée qui ont contribué à semer la désorganisation au sein du prolétariat.

Quel que soit l'intérêt que trouve la bourgeoisie dans les offres des ex-BR (10), quels que soient les avantages que ceux-ci puissent éventuellement en tirer, il reste que le mouvement ouvrier et la lutte de classe sont tout à fait absents du "projet" des ex-BR, et que l'intérêt des brigadistes pour le prolétariat n'a jamais été qu'utilitaire, instrumental.

En fait ce n'étaient pas les BR qui pouvaient transférer des forces au mouvement ouvrier; c'est au contraire elles qui avaient besoin de tirer des forces du mouvement social. Hier elles cherchaient ces forces dans le prolétariat, le sous-prolétariat, les petits-bourgeois. Aujourd'hui elles les cherchent auprès des "consciences ouvertes", des intellectuels qui ont un minimum de sensibilité envers ceux qui ont eu "le courage de prendre les armes" et qui ont maintenant "le courage de les abandonner".

La fascination de l'action armée, de l'excitation provoquée par l'usage de la violence peut attirer l'intellectuel destabilisé par l'incertitude de ses perspectives individuelles; lorsque cette action ne produit plus d'effets héroïques, elle cède la place à la fascination du dialogue, de la confrontation des opinions, de la discussion des idées. Ce dialogue avec les pouvoirs constitués apparaît comme la substance du mouvement

OU VONT LES BR ?

des organisations de lutte armée. Il ne s'agit pas du passage du "cycle de lutte armée pour le communisme" à un "cycle de défaite" de cette lutte, mais bien du passage du dialogue refusé au dialogue accepté. Toute l'histoire des BR va de la contestation armée au pacte de pacification.

Le terrorisme individuel romantique n'a rien à voir avec la terreur qu'après la révolution l'Etat prolétarien exercera sur les classes vaincues. Il n'a rien à voir non plus avec les actions de représailles que le prolétariat en mouvement sera amené à exercer contre la répression bourgeoise. Qu'a amené le terrorisme romantique des BR ?

Au sein du prolétariat, désorganisation et gaspillage d'énergies classistes; vis-à-vis du PCI il n'a en rien empêché le "compromis historique" et la tendance irréversible à la gestion des affaires publiques dans un sens de conservation sociale; en ce qui concerne la DC, il n'a supprimé que quelques uns de ses représentants et effrayé quelques autres; à l'Etat enfin, il n'a infligé que quelques égratignures et lui a permis dialectiquement de rénover ses organes de répression.

L'expérience a été entièrement négative, sauf sur un point: les actions brigadistes ont mis encore plus en lumière la fonction systématiquement anti-prolétarienne du réformisme, la fausseté de l'invulnérabilité du pouvoir bourgeois, le mensonge de l'impartialité de l'Etat, de sa neutralité par rapport aux différentes classes sociales. Mais le prolétariat n'a même pas en fait réussi à comprendre ce point, à en tirer les leçons, étant donné son état de désorganisation.

Pour les révolutionnaires ces leçons ne sont pas une nouveauté, mais une confirmation de l'enseignement de l'histoire des luttes de classe. Les révolutionnaires marxistes d'autre part doivent tirer un bilan même de l'expérience brigadiste, tout en continuant le travail long et difficile de constitution du parti de classe sur la ligne invariante des batailles de classe synthétisées dans le marxisme.

Il est sans doute très difficile aux éléments issus des groupes dits de "lutte armée" d'arriver, par leur seule réflexion, à tirer les leçons marxistes de leur expérience surtout dans cette maudite période de corruption opportuniste des masses prolétariennes. L'oxygène de la lutte de classe fait défaut et on ne peut pas le créer à volonté.

Mais la reprise du mouvement de classe prolétarien dans les pays capitalistes développés devra nécessairement se confronter avec le réformisme "pacifiste" ou "armé" et avec la gangrène démocratique - d'autant plus dangereuse qu'elle est plus radicale. La classe ouvrière s'apercevra que pour agir de façon efficace contre les intérêts bourgeois, il lui est nécessaire de rompre avec tous les primitivismes (de celui, pacifique, de la récolte de signatures et de pétitions jusqu'à celui, violent, du terrorisme individuel) pour se porter sur le terrain de l'organisation classiste de la lutte anti-capitaliste qui garantit la vigueur des luttes, la solidarité et l'unification des forces et même l'apparition de formes nouvelles de lutte. C'est seulement sur ce terrain que la force et la violence appliquées à la lutte indépendante de classe ne seront pas un gaspillage d'énergies et de vies, n'entraîneront pas la désorganisation des masses, ne provoqueront pas finalement la résignation à la collaboration avec l'ordre établi.

Alors l'imagination des intellectuels insatisfaits laissera la place à la créativité concrète et originale des masses prolétariennes en lutte.

Un oubli lors de la confection du dernier journal, le numéro 399, nous a fait omettre les notes 1 à 5 dans l'article "Où vont les BR ?". Pour réparer cet oubli nous les avons rappelé ci-dessous.

- (1) Ce document se trouve dans le recueil "Brigate Rosse, che cosa hanno fatto, che se ne è detto", Feltrinelli ed., 1976, pp. 279-80.
- (2) cf. "Risoluzione della direzione strategica" avril 75. Ibid., p.274.
- (3) cf. le communiqué des BR après la libération de Curcio de sa prison. Ibid. p. 265.
- (4) cf. "Risoluzione...", cit.
- (5) cf. le "Documento delle BR", janvier 73, ibid. p.144-49.
- (6) cf. "Parti révolutionnaire et action de classe", 2ème partie des thèses du parti sur "Théorie et action dans la doctrine marxiste".
- (7) cf. Lénine, "L'aventurisme révolutionnaire", in Oeuvres, Tome 6, pp. 188-209.
- (8) ibid., comme les citations suivantes.
- (9) cf. le document de Curcio et Moretti, "La continuità è finita. Noi, per il dialogo", in "Il Manifesto", 5-6/6/88.
- (10) En fait les sentences du procès "Morotter" ont été rien moins que clémentes, puisqu'il y a eu 26 condamnations à perpétuité et qu'un total de 1800 années de prison a été distribué aux 147 autres condamnés (parmi lesquels Curcio, Moretti, etc.) au début d'octobre 88 !

AMERIQUE, AMERIQUE !

L'Amérique de Reagan passe aux mains de son dauphin, Bush, marquant ainsi une continuité de pouvoir du parti républicain que beaucoup donnait pour perdue. Bien nombreux étaient les "extrémistes" de la gauche européenne qui désiraient au contraire qu'elle s'effondre avec tout l'appareil spectaculaire, dont le reaganisme s'était délecté durant huit années de file. Ils espéraient que l'avènement des démocrates (comme ils l'espéraient déjà avec Kennedy) balaye finalement, pour le présent et le futur prochain, la politique d'agression qui a caractérisé l'administration Reagan. Ils espéraient que du désarmement en parole, on pourrait, grâce aux démocrates, passer au désarmement dans les faits, que le climat international de "détente", pourrait profiter immédiatement à droite et à gauche à la dénucléarisation, mettre un terme aux guerres locales et aux occupations militaires, faire tomber les égoïsmes nationaux et de grandes puissances. En somme ils espéraient que s'ouvre une époque de commerce pacifique et de voyages autour du monde.

Mais l'Amérique qui vote n'a pas répondu à cette attente et espérance! Elle a laissé de côté le très estimé - mais noir - Jessie Jackson et le pâle Dukakis, et elle a "préféré" suivre les chemins déjà connus: c'est ainsi que Bush est devenu président et le bavard Quayle son adjoint, n'en déplaise au démocrate Robert Redfort qui s'apprêterait à réaliser au plus tôt un film pour dénoncer les imperfections de l'administration Reagan, prenant par exemple comme thème l'irangate ou l'invasion de Grenade.

L'Amérique pauvre, qui ne vote pas, n'a pas répondu à cette espérance ni à celle du "rêve américain". Le pays le plus riche du monde est celui qui héberge dans ses propres entrailles des millions de pauvres, de personnes qui vivent (vivent?) "au dessous du seuil de pauvreté", selon la terminologie officielle. Mais elle s'est fait entendre, non pas avec le vote, non pas en exprimant "sa propre conscience", mais avec l'expression de son estomac et avec la violence du désespoir.

Miami en est un exemple récent. Dans la nuit du 16 et 17 janvier, à la veille de la commémoration de Martin Luther King, assassiné il y a 20 ans, la révolte des noirs du quartier ghetto de Overtown éclate. La cause: un policier blanc fait feu sur un garçon en moto parce qu'il enfonce le code de la route, et le tue. Son compagnon de selle mourra à l'hôpital deux jours plus tard. Durant trois jours et trois nuits, dans les ghettos de Overtown et de Liberty City, la population noire brûle, dévaste, brise, saccage et s'affronte aux forces de police qui usent, outre du matraquage et des gaz lacrimogènes, de leurs armes à feu. Bilan trois morts, des centaines de blessés et d'arrestations. Après trois jours, la révolte se calme, la cité blanche et hispanique peut aller voir la finale de Super-Bowl, les garnisons de polices encerclent les quartiers noirs d'une ceinture de "sécurité".

En 1980, il y eut déjà à Miami une révolte noire, faisant une dizaine de morts, et en 1982 encore. Miami est habité par 44% de latino-américains (surtout parmi eux des cubains chassés de Cuba, des réfugiés nicaraguayens liés aux contras, colombiens, etc., tous en grande partie liés au trafic d'armes ou de drogue), de 35% de blancs nord-américains et d'un 20% de noirs. Et c'est contre les noirs que se déchaînent régulièrement toutes les formes de violence et d'injustice. On comprend alors que parfois les noirs réagissent.

Durant ces jours-là, Bush festoyait au champagne et au caviar pour arroser son investiture et en profita pour se distinguer de Reagan sur le thème du racisme (quelques jours auparavant Reagan affirmait dans une interview télévisée que les dénégations sur les discriminations raciales étaient "exagérées"), en promettant que sous sa présidence, il considèrera comme une mission de poursuivre le grand rêve d'égalité entre les races de Martin Luther King. On en reparlera à la prochaine révolte noire!

L'avènement des démocrates aurait-il vraiment changé les choses? Toute la presse au niveau international est unanime à trouver la cause de la défaite électorale de Dukakis dans le fait qu'il n'a pas été capable de présenter un programme de gouvernement alternatif à celui de Reagan. Comment pouvait-il réaliser quelque chose de différent, quand même un Kennedy, qui se tournait beaucoup plus directement vers la population de couleur et les pauvres, leur promettant de défendre leurs droits - on en voit le résultat aujourd'hui! - ne réussit pas à changer quoique ce soit. Et cela non pas parce qu'il fut assassiné avant l'échéance de son mandat, mais parce que le capitalisme américain - dont la famille Kennedy a toujours été un des plus grands représentants - est prisonnier des contradictions raciales comme il l'est des contradictions économiques et sociales. *Mors tua vita mea* (ta mort c'est ma vie) n'est pas seulement un vieux dicton latin, c'est la réalité pour chaque capitaliste, pour chaque composante du mécanisme social du capitalisme. Les groupes sociaux les plus faibles et les plus facilement repérables en font les frais les premiers.



Secoué par les multiples contradictions qui minent le système capitaliste mondial, qu'il domine toujours, l'Oncle Sam ne tardera pas à perdre son sourire bienheureux et sa sans vergogne.

* * *

Ce n'est pas "l'Amérique de Reagan" la grande coupable, c'est l'Amérique capitaliste, cette concentration d'immenses richesses et d'une immense exploitation que sont les Etats-Unis d'Amérique.

Reagan n'a rien fait d'autre que de représenter une des méthodes de gouvernement de la plus grande puissance impérialiste du monde, une méthode qu'il laisse en héritage à Bush, mais qui serait restée telle quelle pour n'importe quel successeur, même d'un parti adverse, qu'il s'appelle Dukakis plutôt que Tartenpion.

Bush s'apprête ainsi à mettre la main sur une série d'avantages dus à la fameuse "politique des muscles" de Reagan et d'une série de désavantages dus à l'autant fameuse "politique de la perestroïka" de Gorbatchev et au poids considérable pris, dans ces dernières années sur le marché mondial, par l'Allemagne fédérale et le Japon, avantages et désavantages que nous analysons du point de vue de la suprématie américaine sur le monde.

Sur le plan de la "détente", du "désarmement", de la médiation des conflits régionaux aux quatre coins du monde, du "désengagement" dans les aires chaudes comme le Moyen-Orient et l'Amérique centrale, l'initiative diplomatique au niveau international est passée à Gorbatchev. Au contraire au niveau militaire, elle est passée aux USA et, ce n'est pas par hasard, surtout dans l'aire mitoyenne de l'Europe, comme avant dans le cas du Liban, puis du Golfe persique et dans la Méditerranée, avec la Lybie comme cible favorite.

L'initiative commerciale et financière quant à elle, est en train de passer toujours plus dans les mains des "vaincus" de la 2ème guerre mondiale, Japon et Allemagne, qui se trouvent de fait à jouer le rôle d'actuelle "locomotive" du capital au niveau international, mais dont ils n'entendent pas encore assumer la responsabilité directe et les risques que ce rôle comporte. En terme footballistique, on dirait qu'ils pratiquent le "marquage de zone" et jouent "le contre-pied".

L'initiative politique n'est plus unidirectionnelle, elle ne dépend plus automatiquement des accords entre les deux superpuissances, USA et URSS. Ce que fait, par exemple, Israël dans les territoires occupés, au Liban et dans l'aire du Proche-Orient, ou ce que fait l'Indonésie en ce qui concerne les détroits de Lombok, de la Sonda et de Singapour (qui ouvrent les voies à la mer de Chine méridionale et donc à toutes les côtes des pays de l'Asie du Sud-Est), ce que fait l'Afrique du Sud en ce qui

concerne toute l'Afrique australe ou le Pakistan dans le conflit de l'Afghanistan, ce que font l'Iran, l'Irak et l'Arabie Saoudite dans le très contrasté Moyen-Orient, ou ce que font le Brésil, le Mexique et l'Argentine en ce qui concerne leur gigantesque endettement, ou Cuba dans le conflit du Nicaragua et des pays des Caraïbes, acquièrent par contre une importance toujours plus grande.

Les actions des divers pays dans leurs aires respectives mettent toujours plus souvent en difficulté les diplomaties des puissances impérialistes, qui se fatiguent beaucoup plus qu'avant pour contrôler leurs "propres" zones d'influence comme les autres d'ailleurs.

La fin de la période du condominium mondial russo-américain, dû surtout à l'émergence sur le terrain du marché mondial de puissances impérialistes de premier ordre (le Japon et l'Allemagne que nous avons déjà cités, mais aussi la France, la Grande-Bretagne, le Canada et même l'Italie), pose aux USA et à l'URSS non seulement des problèmes d'alliances avec d'autres pays, mais également de sérieux problèmes internes.

Le grand cycle d'expansion d'après-guerre est terminé depuis plus d'une décennie et ce qui a redonné de l'oxygène au capitalisme depuis la guerre mondiale - c'est-à-dire la dilatation du marché mondial - se transforme aujourd'hui en une chambre à gaz: le marché mondial, en regard de l'énorme quantité de marchandises et d'argent qui doivent circuler d'une façon frénétique, se rétrécit toujours plus. Et ainsi, dans une situation de concurrence croissante et aigüe, même la plus modeste contradiction avec tel ou tel autre pays, plus

ou moins développé, peut devenir dangereuse en avantageant dans une trop forte mesure le concurrent.

Le rétrécissement des possibilités d'accéder massivement et avec profit au marché mondial a des répercussions inévitables, comme nous l'avons déjà rappelé, à l'intérieur des pays en particulier et sur le plan des alliances.

Tendances et contradictions se mettent en mouvement et s'entremêlent: d'un côté ce sont davantage de libéralisme des mouvements économiques et financiers (privatisations, joint-ventures, acquisition d'actions en bourse ou de l'Etat par des capitaux étrangers, accords économiques-financiers bilatéraux, etc.), davantage de circulation de marchandises et d'hommes, davantage de demande de "démocratie". Mais de l'autre côté croît au contraire la nécessité de centralisation sur tous les plans, économiques et politiques.

Ce que ce brassage perpétuel confirme, c'est la tendance du capitalisme à devenir toujours plus totalitaire, dictatorial, comme le marxisme l'avait prévu depuis longtemps. Si on se limite à observer les tendances contradictoires des mouvements économiques et politiques du capitalisme seulement lorsqu'ils se présentent sur la scène de façon bien définie et avec une trajectoire facilement reconnaissable, il n'est possible que d'enregistrer à posteriori les choses, en leur cherchant juste avant ou après une raison plausible. C'est ainsi que fait la grande majorité des "experts" au service des Etats bourgeois: aveugles face au futur, ils sont très ferrés en ce qui concerne les données du jour. L'inertie du mode de production capitaliste, qui survit à lui-même depuis des décennies, compense la cécité des administrations bourgeoises. Mais c'est l'anarchie du marché qui est à la base des effets désastreux de la politique économique de chaque gouvernement bourgeois, qui dicte la loi face à laquelle chaque capitaliste, chaque gouvernement s'incline, et qui ne pourra être dépassée que par la destruction même du marché.

La "politique des muscles" de Reagan, la course aux armements, l'endettement démesuré de l'Etat pour soutenir une politique sociale apte à contenir les mouvements sociaux qui couvent sous une couche de cendres toujours plus mince, la restructuration à la Gorbatchev, la libéralisation à la hongroise ou les accords avec l'Eglise en Pologne, ne résolvent rien. Mais pour le capital, tout cela constitue des voies obligatoires.

L'anarchie du marché, et la tendance totalitaire du capitalisme, et de chaque capitalisme national en particulier, sont destinés à accroître leur pression sur chaque événement concernant tel ou tel Etat, les groupes d'alliances, les entreprises et jusqu'aux familles et individus. Les contradictions se font pour cela plus aigües. Les crises cycliques du capitalisme assaillent, avec

(Suite en page 8)

AMERIQUE, AMERIQUE !

(Suite de la page 7)

d'avantage de véhémence et - tendanciellement - d'une façon simultanée, les pays impérialistes en premier lieu et en conséquence tous les autres. La tendance à la guerre, comme débouché explosif de la concentration maximale de contradictions du mode de production capitaliste, est l'expression de la tentative de la classe bourgeoise pour dominer l'anarchie du marché: détruire la masse considérable de marchandises et d'hommes qui l'ont sursaturé, est la tendance totalitaire du capital dans sa plus forte expression.

Mais comme le confirme si bien les deux guerres mondiales, la "solution" bourgeoise du problème, n'a pas résolu les causes et aujourd'hui on reparle dans le monde des crises de surproduction et de danger de guerre. Le capitalisme ne peut plus rien offrir d'autre à l'humanité que le spectacle toujours plus obscène et ridicule des "victoires" électorales, de l'imbécillité à la ennème puissance d'une civilisation des jeux et le mépris pour la vie humaine.

L'"Amérique de Bush" se distinguera-t-elle de l'"Amérique de Reagan"? Non et cela non pas par le fait qu'ils soient membres du même parti, mais par celui que dans la prochaine décennie l'Amérique joue sa suprématie absolue sur le monde.

Cette suprématie qui a permis à l'Amérique du Nord d'accroître sa puissance d'une façon impressionnante et de bien représenter l'Impérialisme (avec un i majuscule) comme phase ultime du capitalisme, est mise en danger par divers facteurs. Celui du géant russe d'abord, et surtout sur le plan militaire, étant donné que sur le plan économique il n'a jamais été un danger pour les USA, dont au contraire il a eu besoin à ce niveau et continue d'avoir besoin. Celui de la vieille Europe aussi, qui depuis 15 ans attaque avec constance et efficacité les positions de marché des Etats-Unis, non seulement sur son propre sol, mais surtout au niveau international et en terre américaine. Celui du Japon, ressuscité des cendres de la deuxième guerre mondiale grâce aux investissements américains - comme d'ailleurs tous les autres pays, surtout les plus détruits par les bombardements - et grâce à une force de travail pressurée à un niveau intolérable. Et celui de l'Amérique même, de sa situation intérieure toujours plus tourmentée de contradictions implacables.

Par rapport à sa situation de la seconde guerre mondiale, l'Amérique est certes affaiblie, mais n'est point au tapis. Gâre à l'Amérique et au capitalisme, s'il venait à lui manquer l'Europe, étant donné qu'elle constitue le marché financier le plus important pour le dollars. Mais gâre aux mêmes Etats européens si venait à manquer le grand mar-

ché nord-américain: où pourraient alors être investis avec profit les capitaux excédentaires, où pourraient être vendues les marchandises et la technologie moderne? Liés par un fil double, les pays impérialistes ont intérêt à défendre et développer leurs propres marchés, parce que c'est plus que tout autre celui qui est en mesure d'absorber machines, technologies et capitaux (1).

* * *

Pour toute une période de l'après-guerre, durant le condominium du monde avec la Russie, l'Amérique avait le problème de contenir le développement de l'influence russe et de pousser à l'extrême la reconstruction en Europe et au Japon.

"La doctrine de Truman - écrivait Amadeo Bordiga en 1947 - plutôt grossière, consiste à manipuler le dollars pour détruire zone par zone l'influence "russe" (2). La "doctrine de Reagan", constante dans la grossièreté, est basée sur le maniement du dollars pour détruire zone par zone non seulement l'influence russe, mais aussi allemande, japonaise, française, etc. Et c'est une tâche que les successeurs de Reagan doivent obligatoirement mettre au premier plan.

Les nombreux amis que l'Amérique s'est faite par la vertu de ses crédits pour la reconstruction d'après-guerre - reconstruction qui a fait fructifier des profits incalculables pour le capital américain durant deux décennies - se sont transformés en concurrents redoutés et en potentiels prochains ennemis.

Manipuler le dollars pour détruire les zones d'influence des concurrents devient ainsi une condition d'existence pour le capitalisme américain, et le manipuler avec art sera le problème de la politique de Washington dans les conflits avec tout le monde.

Sa majesté le dollars ne s'impose en fait plus tout seul. Il a besoin du soutien du yen et du mark allemand, il a besoin de patauger dans les bourses du monde entier et dans le même temps il a besoin que Wall Street se défende de Tokio, de Frankfurt, de Paris, de Londres et de Milan. Le marché mondial ce n'est plus "d'abord l'Amérique" comme à la fin de la deuxième guerre mondiale, à une époque où le développement incessant de l'économie et du "bien-être" alimentait le fameux "rêve américain" de paix, de prospérité et de bonheur à la ennème puissance et pour tous.

Dans ces 30 années, le marché mondial s'est dilaté, permettant ainsi le développement économique surtout des pays capitalistes déjà avancés. Mais maintenant qu'il se rétrécit, il pousse les loups affamés à se dévorer entre eux. Le chef de la meute reste l'Amérique

certaines, mais ce n'est pas par jeu qu'elle surveille de tous côtés: chaque loup de la meute pourrait, plus ou moins rapidement, tenter un mauvais coup contre elle.

"Le monde bourgeois a comme loi supérieure les abus réciproques de ses composantes, qu'elles soient les individus, les entreprises, les Etats, les associations des uns et des autres." rappelions-nous en 1981 (3). "En phase d'expansion (et de détente), il est facile de perdre de vue une si évidente vérité: dans les phases successives, il n'y a pas un épisode de la vie quotidienne - au niveau de la ville, de l'entreprise, des appareils d'Etats, des coalitions inter-étatiques, pour ne pas dire des pays, des familles, et des individus - qui ne reflète d'une façon immédiatement perceptible l'empire de la loi de la jungle et du bellum omnium contra omnes", ou si l'on veut de la guerre de tous contre tous.

Cette escalade forcenée vers une production de marchandises toujours plus gigantesque et vers son inévitable et immanente destruction dans le seul but de recommencer le cycle d'accumulation élargie de capital, ne finira pas grâce à la "prise de conscience" des hommes de bonne volonté, ni ne finira en vertu de "victoires électorales" des partis démocrates ou social-démocrates dans les différents pays, ou grâce encore à une guerre taxée de "juste" parce qu'anti-totalitaire par exemple.

Elle finira seulement avec la victoire révolutionnaire du prolétariat dans la révolution qui sera communiste parce que guidée par le parti communiste international, prolétarienne parce que faite par l'unique classe révolutionnaire de l'époque moderne, totalitaire parce qu'elle n'admettra pas les dérives d'alliances avec les autres classes, de fronts et de blocs démocratiques nationaux et inter-étatiques, et internationale parce qu'elle ne pourra réaliser ses objectifs de dépassement du mode de production capitaliste et donc de la société bourgeoise, dans les seules limites d'une nation.

A cette révolution le prolétariat américain est aussi appelé. Un prolétariat qui, dans son histoire, a démontré une combativité exceptionnelle et un sens de la lutte particulièrement aigu, mais qui n'a pas eu encore l'occasion historique d'exprimer une tradition communiste stable. Nous, communistes d'Europe, nous devons compter avec ce prolétariat, parce que la plus puissante force contre-révolutionnaire, qu'est l'Amérique impérialiste, ne pourra être définitivement vaincue sans sa contribution directe.

(1) En prenant les dernières données à disposition, il suffit de rappeler que CEE et USA représentent à eux seuls le 30% du commerce mondial et qu'ils sont l'un pour l'autre les principaux "clients". Le total des échanges commerciaux américains avec les 12 pays de

la CEE en 1987 ont été de 148,1 milliards de dollars. En second lieu vient le Canada avec 131 milliards et le Japon avec 116 milliards. Toujours en 1987, les investissements européens aux USA ont été de 160 milliards de dollars, ceux de l'Amérique en Europe de 122 milliards de dollars. En 1987, les acquisitions américaines de sociétés ont atteint 1,3 milliards de dollars, et en 1988 sont montées à 3,8 milliards. Elles ne sont pas sur un pied d'égalité avec les acquisitions européennes de sociétés américaines, qui s'élèvent à 38 milliards de dollars en 1987 et 32,9 milliards de dollars en 1988 (selon "La Republica", 29 décembre 1988 et "Il Sole 24 Ore", 18 janvier 1989).

(2) Tiré de "America" sur "Prometeo", revue mensuelle du Parti Communiste Internationaliste, numéro 7 de 1947.

(3) Tiré de "Progomes de guerre et préparation révolutionnaire", dans "Il programma comunista", numéro 15 de 1981.

* EN PREPARATION *

Dans la série "Textes du Parti Communiste International", nous sommes sur le point de republier le texte classique du parti "Dialogue avec Staline", paru anciennement dans notre revue théorique "Programme communiste", no 8, 1959.

Dores et déjà, elle peut être commandée. Les lecteurs nous l'ayant déjà commandée et l'ayant déjà payée la recevront d'office.

Prix: 28 FF, 8000 LI, 150 FB, 15 FS, 400 PTS, 12 DM, 3 £, USA et Canada 4 \$, Amérique latine 1\$.

SUR LE FIL DU TEMPS

DIALOGUE AVEC STALINE

QUESTIONS ESSENTIELLES DE THEORIE MARXISTE SUR L'ECONOMIE SOVIETIQUE ET SUR LE PRETENDU SOCIALISME EN URSS

8

EDITIONS PROGRAMME

TEXTES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

LES TENSIONS NATIONALES DEMONTRENT LA NATURE CAPITALISTE DE L'URSS

(Suite de la page 1)

La forme nation n'est donc pas une forme absolue, invariante et éternelle, mais un résultat historique - et donc transitoire - du développement capitaliste. Cela est d'autant plus évident qu'il est facile de constater que beaucoup de nations modernes sont la fusion de nationalités différentes. Au-delà de l'exemple classique de la Suisse, il suffit de songer à la Grande-Bretagne où Engels constatait la coexistence de trois nationalités (écossais, gallois, anglais) ou à l'Algérie (Arabes et Berbères). La nation française elle-même a absorbé des allemands (Alsace), des italiens (Corse), etc. A l'inverse, l'insuffisance ou le retard du développement capitaliste peut se mesurer aux difficultés de l'unification nationale, aux persistance d'irréductible divers.

Ce processus de constitution en nation est historiquement progressif et révolutionnaire, comme l'a été le développement du capitalisme lui-même. Il a été applaudi et soutenu par le marxisme parce que le développement en grand des forces productives signifiait dialectiquement le développement de la classe ouvrière et de la lutte des classes modernes. Cela n'en restait pas moins un objectif et des perspectives intégralement bourgeois, étrangers au programme communiste du prolétariat qui, lui, dépasse le nationalisme dans l'union des prolétaires de tous les pays et oppose aux nations bourgeoises la perspective de la révolution communiste mondiale.

C'est-à-dire que si le prolétariat lutte avec la bourgeoisie révolutionnaire contre le féodalisme ou contre l'oppression coloniale, il doit savoir qu'une fois cet obstacle éliminé, la lutte se

déroulera ensuite entre les anciens alliés, entre lui et la bourgeoisie. Mais cette lutte des classes modernes doit prendre toute son ampleur et donc, pour que le prolétariat ait la possibilité de vaincre, se dérouler sur un terrain déblayé de toutes les entraves du passé. C'est la raison pour laquelle le prolétariat a intérêt à ce que la révolution bourgeoise soit la plus profonde et la plus radicale possible; alors que la bourgeoisie freine au contraire la marche de sa propre révolution et cherche, contre le prolétariat, à passer des alliances avec les forces de la réaction féodale ou impérialiste.

Après sa période progressive et révolutionnaire, la bourgeoisie, une fois que le capitalisme s'est implanté de façon stable et définitive, devient réactionnaire. Elle cherche à arrêter l'évolution historique et défend à tout prix le statu-quo politique et social. L'idéologie nationale justifie les conquêtes coloniales et sert maintenant à dresser les prolétaires les uns contre les autres. L'idéologie démocratique n'est plus utilisée pour abattre les trônes mais pour empêcher l'organisation classiste du prolétariat. La bourgeoisie cherche à empêcher l'éclatement de révolutions bourgeoises dans d'autres pays et le souvenir même de sa propre révolution lui devient odieux, parce qu'elle est historiquement sous la menace d'une nouvelle révolution.

Il est donc de la plus haute importance que le prolétariat ne tombe pas dans l'erreur de faire sien le programme bourgeois et de ne pas se fonder dans une quelconque alliance avec la bourgeoisie, car il compromettrait ainsi sa lutte

future. Dès le début, le marxisme tire cette leçon cruciale. Le "Manifeste communiste" dit: "En Allemagne (c'est-à-dire dans un pays où la révolution bourgeoise est encore à faire, NDLR), le parti communiste lutte d'accord avec la bourgeoisie toutes les fois que la bourgeoisie agit révolutionnairement contre la monarchie absolue, la propriété foncière féodale et la petite-bourgeoisie. Mais à aucun moment il ne néglige d'éveiller chez les ouvriers une conscience claire et nette de l'antagonisme violent qui existe entre la bourgeoisie et le prolétariat afin que, l'heure venue, les ouvriers allemands sachent convertir les conditions politiques et sociales créées par le régime bourgeois, en autant d'armes contre la bourgeoisie, afin que sitôt détruites les classes réactionnaires de l'Allemagne, la lutte puisse s'engager contre la bourgeoisie elle-même".

LES BOLCHEVIKS ET LA QUESTION NATIONALE EN RUSSIE

L'empire stariste était appelé la "prison des peuples": la Russie féodale dominait des pays comme la Pologne, la Finlande, les Etats baltes, etc. Elle venait de coloniser des régions comme la Crimée, le Caucase, les steppes asiatiques de Sibérie, etc. Des villes russes nouvelles s'étaient créées, aux noms évocateurs: Vladikavkaz ("le dominateur du Caucase"), Vladivostok ("le dominateur de l'Orient"). A la suite des militaires et des fonctionnaires tsaristes,

des paysans russes sans terre, fuyant le servage, s'installaient sur les terres indigènes, tandis que des foyers industriels se créaient sur ces nouvelles possessions.

La question nationale était donc un élément important de la révolution anti-féodale, ne serait-ce que parce les peuples allogènes, non russes, représentaient la majorité de la population de l'Empire.

Nous avons vu que par peur du prolétariat, la bourgeoisie freine sa révolution. En Russie, où elle était confrontée à une classe ouvrière peu nombreuse mais combattive et animée d'une brûlante conscience de classe, la bourgeoisie n'aspirait qu'à un compromis avec les forces tsaristes. Les partis bourgeois ("Cadets") et petits-bourgeois ("Menchéviki", "Socialistes-Révolutionnaires") qui composaient le Gouvernement Provisoire issu de la Révolution de février 1917, renoncèrent aux objectifs anti-féodaux inscrits dans leur programme, dans l'espoir de faire refluer le processus révolutionnaire: plus de destruction de la propriété féodale, plus de libération des peuples, continuation de la guerre de conquête jusqu'à Constantinople!

Seul le prolétariat avait intérêt à la poursuite du processus révolutionnaire, et, lui seul, regroupé autour de son parti de classe - le parti bolchévik - avait la force de résoudre, en pre-

LES TENSIONS NATIONALES DEMONTRENT LA NATURE CAPITALISTE DE L'URSS

nant la tête de la révolution, les problèmes de la révolution bourgeois.

Mais en assumant la direction de la révolution, selon la stratégie de la "révolution en permanence" décrite par le marxisme dès le siècle dernier ("Adresse du Conseil central de la Ligue des communistes"), 1850) et réaffirmée par les bolchéviks ("Deux tactiques de la Social-démocratie"), le prolétariat ne pouvait s'arrêter au stade bourgeois: il lui fallait instaurer son pouvoir de classe et grâce à celui-ci étendre le processus révolutionnaire au-delà des frontières afin de hâter la victoire de la révolution socialiste internationale (1).

La résolution de la question nationale était l'une des clefs de la victoire de la révolution. En partant du principe que le communisme veut la disparition des nations, certains gauchistes s'opposaient à l'auto-détermination des peuples de l'Empire, "principe bourgeois", sans voir que cela revenait simplement à repeindre en rouge la "prison des peuples" tsariste: la disparition des nations passe par la disparition des oppressions nationales. Au contraire, la destruction des nations selon la méthode bourgeoise (annexions, colonisations), c'est-à-dire l'oppression nationale, exaspère le nationalisme aussi bien chez la nation oppresseuse que chez la nation opprimée.

Lénine écrit en avril 1917: "Dans la question nationale, le parti du prolétariat doit exiger avant tout la proclamation et l'attribution immédiate de la liberté effective et absolue de se séparer de la Russie pour toutes les nations et nationalités opprimées par le tsarisme et rattachées au territoire de force dans le cadre de l'Etat russe, c'est-à-dire annexées.

"Les déclarations, proclamations et manifestes sur la renonciation aux annexions, s'ils ne s'accompagnent pas de la liberté effective de séparation, ne sont que mystification du peuple par la bourgeoisie, ou vœux naïfs de petits-bourgeois.

"Le parti du prolétariat aspire à créer un Etat aussi vaste que possible, car tel est l'intérêt des travailleurs; il aspire au rapprochement, puis à la fusion des nations; mais il ne peut y parvenir que par l'union libre et fraternelle des masses ouvrières et travailleurs de toutes les nations, et non par la violence.

"(...) Entière liberté de séparation, autonomie locale (et nationale), garanties minutieusement élaborées des droits des minorités nationales: tel est le programme du prolétariat révolutionnaire" (2).

De son côté le Gouvernement provisoire s'acharna jusqu'au bout à défendre le "programme" d'oppression nationale du tsarisme: en juin 1917, il dissolvait le parlement finlandais qui s'était proclamé souverain, il interdisait un congrès des Musulmans ainsi qu'un rassemblement ukrainien. En octobre encore, il menaçait la "Rada" (Assemblée) ukrainienne pour son agitation séparatiste. En reniant ainsi leur programme et leurs promesses, les partis petits bourgeois et réformistes révélaient leur lien indissoluble avec une bourgeoisie qui avait grandi à l'ombre du tsarisme et profité de tous ses crimes.

APRES LA PRISE DU POUVOIR

La révolution prolétarienne d'Octobre proclame sans attendre le principe de l'autodétermination; l'indépendance de la Finlande est ratifiée en décembre. Mais le sort de la plupart des régions va dépendre des alliés de la lutte des classes, de la guerre civile, et des interventions étrangères. Le problème de l'indépendance nationale devient vite secondaire dans la lutte acharnée que se livrent révolution et contre-révolution. En Finlande, dans les pays baltes, les troupes impérialistes renversent les gouvernements révolutionnaires qui avaient pu se constituer. Au contraire en Ukraine et en Georgie l'agitation bolchévique finit par renverser les gouvernements bourgeois. Au Caucase et en Orient, après que les anglais aient réussi à écraser la Commune de Bakou (Azerbaïdjan) avec l'aide des Socialistes-révolutionnaires, et que la bourgeoisie arménienne avait fait échec à l'insurrection ouvrière et paysanne, ce sont les exactions chauvines des troupes contre-révolutionnaires russes et l'invasion turque qui amèneront les populations de ces régions à se tourner vers les bolchéviks et à rechercher l'aide de l'Armée Rouge.

De son côté, l'Etat polonais nouveau-né, poussé par l'impérialisme, n'hésitera pas à attaquer la Russie révolutionnaire pour s'emparer de nouveaux territoires.

Nous ne pouvons pas faire ici une histoire de la réalisation pratique du droit à l'autodétermination. Ce qu'il importe de souligner c'est que la reconnaissance de ce droit n'a jamais empêché les bolchéviks d'attiser la lutte des classes, d'étendre la révolution au-delà des frontières, de porter secours aux prolétaires des autres nations, bref d'agir toujours selon le principe de l'union des prolétaires de tous les pays.

Pour les peuples allogènes de Russie la victoire d'Octobre représentait la fin de l'oppression nationale, la fin des discriminations, l'égalité des droits avec les russes. Pour de nombreux peuples, elle signifiait le début du progrès économique et social et même parfois tout simplement de la préhistoire (création de multiples alphabets pour les langues autrefois non écrites, reconnaissance des langues maternelles, alphabétisation dans ces langues maternelles, etc.).

Ce progrès ne sortait pas du cadre du progrès "bourgeois", n'avait pas en soi un caractère socialiste; mais seule la révolution prolétarienne avait pu fournir la possibilité de ce progrès "bourgeois".

La contre-révolution stalinienne, socialement bourgeoise et capitaliste, ne pouvait pas faire tourner à l'envers la roue de l'histoire et revenir à l'oppression féodale tsariste. Elle allait cependant sur ce plan aussi, largement dénaturer les "conquêtes d'Octobre". Si Staline se fit l'artisan, d'abord inconscient, de la contre-révolution, c'est sans doute qu'il avait moins de scrupules et de soucis programmatiques que d'autres bolchéviks et qu'il recherchait toujours les solutions "pratiques" les plus faciles. En avril 1921, Lénine envoyait une lettre aux communistes d'Azerbaïdjan, de Géorgie, d'Arménie et du Caucase du Nord, où après avoir émis l'espoir de voir enfin régner la "paix nationale entre les ouvriers et les paysans des nationalités du Caucase", il insistait vivement sur la nécessité d'une politique souple, prudente et même "conciliante" envers la paysannerie et la petite-bourgeoisie, catégories sociales dominantes dans ces pays "encore plus ruraux que la Russie" (3). Il ne s'agissait évidemment pas de "construire le socialisme"; en effet "une transition plus lente, plus prudente et plus méthodique au socialisme est possible et nécessaire", en développant "au plus vite" les échanges économiques avec l'Occident. Dans le parti bolchévique d'alors, cette transition était ouvertement définie comme du capitalisme d'Etat. Mais Lénine insistait sur la prudence car il fallait éviter de heurter la population paysanne indigène, habituée à ne voir dans les russes que des fonctionnaires du tsarisme ou des colons, en tout cas des oppresseurs. La révolution d'Octobre était dans ces régions soutenue avant tout par les ouvriers, soldats et paysans pauvres russes. Pour gagner les populations indigènes à la révolution, ou au moins pour la séparer de sa classe dominante, il était essentiel que les révolutionnaires démontrent dans les faits qu'ils n'avaient rien à voir avec les oppresseurs tsaristes. En apprenant qu'au contraire Staline recourait dans ces régions à des méthodes centralistes, brutales et bureaucratiques, typiques du "chauvinisme grand-russe", Lénine rompra politiquement avec lui et se préparera à l'attaquer, avant d'en être empêché par la mort (4).

La question n'est pas secondaire. Pour Staline et les fonctionnaires du Commissariat aux nationalités qui défendaient des positions de "gauche", de type parfois luxembourgistes, l'essentiel était d'assurer la cohésion et l'unité de l'Etat révolutionnaire, de la manière la plus efficace et la plus rapide. Mais du même coup, il se faisait l'instrument du chauvinisme grand-russe, qui n'était pas un phénomène psychologique, mais un phénomène matériel: la défense des intérêts privilégiés des populations slaves par rapport aux indigènes. Dès la victoire d'Octobre, les rangs du parti bolchévique et des organes de l'Etat s'étaient enflés de russes qui y voyaient le moyen de préserver leur suprématie sur les populations locales. Le président du Congrès régional des Soviets du Turkestan, membre du Conseil des Commissaires du Peuple, le socialiste-révolutionnaire de gauche Kolesov déclarait ouvertement en 1917 qu'il n'était pas possible d'admettre les indigènes dans les Soviets parce que leur attitude est "incertaine" (5). En 1921 encore, le dirigeant bolchévique Safarov, de retour du Turkestan, dénonçait "l'exploitation féodale des larges couches de la population indigène par les soldats de l'Armée Rouge, les colons et les anciens fonctionnaires tsaristes ralliés au nouveau régime" (6). Plusieurs purges répétées du parti contre le chauvinisme eurent lieu jusqu'à ce que Staline découvre que les attaques contre le chauvinisme grand-russe devaient céder la place aux attaques contre le "nationalisme bourgeois" des allogènes. Dans la question des nationalités, la

cause que défendait Staline est la même que celle qu'il fera triompher définitivement en 1926 avec le "socialisme dans un seul pays": la cause du capitalisme d'Etat russe, enfin affranchi du contrôle qu'avait essayé de lui imposer le parti bolchévique. Alors que Lénine estimait que les méthodes de Staline posaient "une question de principe très importante: comment comprendre l'internationalisme" (7), celui-ci pouvait hausser les épaules et critiquer le "libéralisme national" de Lénine (8). Il était clair que l'internationalisme était devenu le cadet de ses soucis. L'attitude envers les nationalités opprimées était et reste une des pierres de touche de la politique de l'Etat russe, ainsi que la révolution de février l'avait déjà démontré.

L'éviction du prolétariat du pouvoir, avec la victoire de la contre-révolution capitaliste allait restaurer en grand la vieille tradition du chauvinisme grand-russe, avec toute la puissance d'un Etat moderne.

Le tatar ne peut être libre, ni le Letton ou le Géorgien, tant que l'ouvrier restera esclave.

LA NOUVELLE PRISON DES PEUPLES

En 1938, dans un article "Le gouvernement soviétique applique-t-il toujours les principes définis il y a 20 ans?" (9), Trotsky écrivait: "Dans la société sans classe, l'Etat en tant qu'appareil de domination doit disparaître progressivement et se transformer en un auto-gouvernement des producteurs et des consommateurs. Mais qu'en est-il en réalité? 20 ans après la révolution, l'Etat soviétique est devenu l'appareil le plus centralisé, despotique et sanguinaire, le plus violent et coercitif. Il évolue donc d'une manière totalement contradictoire avec les principes du programme bolchévique. La raison de cette évolution est que, comme nous l'avons déjà montré, la société ne se développe pas dans la direction du socialisme mais vers une renaissance des antagonismes sociaux".

Tout en décrivant ce phénomène, Trotsky estimait encore que l'URSS restait un "Etat ouvrier" et que la "renaissance des classes" (comme si elles avaient disparu!) était un danger encore à venir, bien qu'inévitable si ce processus continuait.

Mais si l'Etat est l'appareil de domination d'une classe sur les autres, s'il est l'organe d'un mode de production, quel est ce mode de production qui avait besoin de tant de coercition pour se généraliser dans toute l'URSS, qu'elle est cette classe qui imposait une violence d'oppression au prolétariat et à la paysannerie sinon la bourgeoisie et le capitalisme d'Etat? Mais Trotsky qui avait pourtant écrit, entre autres, que la Constitution de 1936 était "la liquidation juridique du prolétariat", refusait toujours de tirer cette conclusion.

Dans ce même article, il écrivait: "La bureaucratie soviétique a transformé l'Union Soviétique en une nouvelle prison des peuples. L'unification et la centralisation de l'URSS progressait, mais à la manière capitaliste, par le rouleau compresseur de cet appareil despotique et sanguinaire". Dans un autre article, Trotsky expliquait la persistance de l'anti-sémitisme et des préjugés moraux en dépit de la législation modèle d'Octobre, d'une part par l'héritage du passé et d'autre part par la démagogie de la bureaucratie qui "exploite les préjugés les mieux ancrés et les plus ténébreux" pour se maintenir au pouvoir (10). Ceci est incontestable, mais ne constitue qu'une partie de l'explication.

Les préjugés nationaux, le chauvinisme, etc., ne sont pas que des résidus des périodes féodales ou des débuts du capitalisme. Ils sont produits continuellement par le capitalisme le plus moderne, par l'impérialisme qui ne supprime pas mais accentue les antagonismes nationaux.

L'impérialisme contemporain, qui renforce la tendance à la subordination des peuples faibles, est un nouveau facteur d'aggravation de l'oppression nationale", disait la résolution sur la question nationale adoptée par le parti bolchévique en mai 1917 (11). L'URSS capitaliste a repris et largement dépassé les ambitions impérialistes de la vieille Russie. En 1939, elle se partageait avec l'Allemagne une partie de la Pologne que le tsarisme avait laissé échapper lors de la première guerre mondiale. La même année elle essayait de s'emparer de la Finlande dont plus de 20 ans auparavant le gouvernement révolutionnaire avait reconnu l'indépendance. A l'issue de la guerre elle s'est emparé des Etats baltes, elle a participé au partage impérialiste de l'Europe, etc. A l'intérieur des frontières de l'URSS des modifications territoriales d'une grande ampleur

ont eu lieu: près d'un million de personnes ont été déportées sous le prétexte de "collaboration" de certains peuples avec Hitler: Tatars, Tchertchènes, Ingouches, etc. Plus tard, ces déportations furent mises au compte des crimes de Staline. Mais les Tatars n'ont été que tardivement autorisés à revenir en Crimée et ils n'ont pu retrouver leurs terres, distribuées à des colons ukrainiens. L'URSS a ainsi parachevé la colonisation de la Crimée et l'expulsion de ses habitants Tatars commencée il y a 2 siècles. En 1987, Gromyko a encore repoussé les revendications tatars et leurs manifestations ont été dispersées à Moscou.

Cependant les bases de l'oppression nationale se sont profondément modifiées et en conséquence les revendications nationales ont changé de nature. L'URSS est aujourd'hui pleinement capitaliste jusque dans ses régions les plus reculées. L'Arménie, par exemple, n'est plus ce pays exclusivement rural dont parlait Lénine il y a 70 ans, comme le démontrent les protestations contre la pollution industrielle de ses principales villes. Le capital a modelé toute l'URSS et il a fait surgir partout le prolétariat. La nouvelle prison des peuples est avant tout, comme tout pays capitaliste, une prison du prolétariat.

En 1917, les revendications nationales avaient contre le tsarisme une portée progressiste et révolutionnaire. Elles exprimaient à l'égard des autres revendications démocratiques la lutte du mode de production capitaliste contre le féodalisme. Aujourd'hui, à l'heure du capitalisme ultra-développé (même si ce développement est plus faible en URSS qu'aux USA ou en Europe occidentale), les revendications nationales ne peuvent plus avoir de portée révolutionnaire ni progressiste. Elles n'expriment plus que les rivalités des centres d'accumulation capitaliste ou la protestation contre le développement inégal du capitalisme. Leur caractère anti-prolétarien, réactionnaire, ressort avec évidence des programmes du Caucase ou des manifestations anti-immigrés des pays baltes. Les mouvements nationalistes ont d'ailleurs bénéficié du soutien ouvert et déclaré des autorités locales. En Azerbaïdjan, les programmes ont bénéficié au moins de la tolérance passive des autorités et les grandes manifestations pour conserver le Haut-Karabakh ont très probablement été organisées par le parti. En Arménie les autorités ont également enfourché les thèmes nationalistes pour canaliser un mécontentement qui s'était d'abord manifesté sur des thèmes écologistes. Le fait qu'elles aient été ensuite complètement débordées par le mouvement, permet de préciser l'analyse. Le mouvement est incontestablement non artificiel, mais il est tout aussi incontestablement non subversif: aurait-il été toléré s'il avait menacé l'ordre social? Sa direction, la petite-bourgeoisie intellectuelle, a cherché et cherche l'appui de Gorbatchev et se déclare d'avance prête au compromis. Et le pouvoir central l'a, au moins pendant un certain temps, reconnue comme interlocuteur représentatif. Sur le thème nationaliste, le mouvement a réalisé l'union sacrée de toutes les classes du pays. A notre connaissance, la classe ouvrière, qui s'est manifestée de façon répétée par des grèves, est restée prisonnière de ce moyen bourgeois et n'a pas pu mettre en avant ses revendications de classe.

Dans les pays baltes, ce sont les PC qui sont l'aile marchante du mouvement nationaliste. Les revendications nationales sont là l'expression de la plus grande maturité capitaliste de ces pays par rapport à l'URSS. Ils aspirent à se tourner vers l'occident ou à servir d'intermédiaires entre l'occident et la Russie qui les alimente en matières premières.

Ces mouvements nationaux bourgeois ne sont donc en rien révolutionnaires et ils ne doivent pas être soutenus par les prolétaires. Il n'en découle pas que les prolétaires doivent être solidaires de l'oppression moscovite. Il leur faut au contraire combattre résolument le chauvinisme qui faisait présenter officiellement le peuple russe comme le "frère aîné" des peuples de l'Union, avec donc les privilèges sur les autres. Il leur faut combattre pour l'égalité réelle des droits des populations de toutes les nationalités. Il leur faut reconnaître sans condition le droit à se séparer de l'URSS, droit dont Lénine craignait que les dispositions de Staline n'en fasse "un chiffon de papier".

Seule l'adoption d'une attitude intransigeante de ce type par le prolétariat russe peut permettre l'unité des prolétaires de toutes les nationalités dans la lutte révolutionnaire contre l'Etat soviétique et contre tous les bourgeois de l'Union Soviétique. Seule elle peut permettre aux prolétaires des peuples allogènes de rompre l'Union nationale avec leur bourgeoisie en leur faisant comprendre que leur exploitation n'est pas l'oeuvre du peuple russe en général, mais du capitalisme soviétique.

(Voir notes page 10)

VENEZUELA: LA BOURGEOISIE SAUVE L'AUSTERITE DANS LE SANG DES PROLETAIRES

Au Venezuela la révolte immédiate des exploités contre les mesures draconniennes d'austérité prises par le gouvernement social-démocrate de C.A.P. (le nouveau président Carlos Andrés Pérez) a été durement frappée par une répression sanglante qui, au bout de 3 jours a déjà fait quelques 300 morts et 3000 blessés selon la presse locale. Et sans aucun doute ce bilan est appelé à s'alourdir. Dès l'annonce des mesures qui relevaient de 30% le prix des produits de première nécessité, ainsi que des transports en commun, des prolétaires, des masses de chômeurs se sont lancées à l'assaut de magasins petits ou grands, temples plus ou moins riches de la consommation, brisant les vitrines, s'emparant des marchandises dont le capitalisme allait désormais les priver. La vague de révolte a été aussi massive que subite, à l'initiative non de "bandes de pillleurs professionnels" comme le prétendent les autorités, mais bien de prolétaires et en particulier de jeunes. La bourgeoisie cherche des boucs-émissaires en essayant d'incriminer les immigrés colombiens (il y a 800 000 colombiens rien qu'à Caracas) pour s'appuyer sur le traditionnel racisme anti-colombien. En fait c'est la bourgeoisie colombienne qui aurait plus de raison d'imputer l'émeute de Bogota, d'ailleurs beaucoup moins importante, à l'influence des événements du Venezuela. Mais les forces de répression, en s'acharnant sur les quartiers pauvres sans distinguer ceux où vivent des immigrés colombiens, a démontré la nature de classe et non de nationalité, de la révolte. C.A.P. lui-même lorsqu'il a cherché maladroitement à dédouaner un peu son gouvernement en déclarant que les émeutiers en voulaient "aux riches et non au gouvernement" n'a fait que le confirmer.

Face à cette révolte prolétarienne, la bourgeoisie représentée par un social-démocrate réformiste et "civilisé" et non par un quelconque cacique réactionnaire ou un vulgaire "gorille" d'extrême droite, ne trouve pourtant d'autre issue, d'autre choix possible que

celui de la violence brutale, sauvage, meurtrière: le tir à vue contre le voleur de pain, le pauvre, l'habitant des "barrios" misérables qui entourent les opulents centres des villes.

Le stable Venezuela, fier de ses 30 ans de démocratie (record rare en Amérique Latine) du jour au lendemain prend l'aspect d'une dictature militaire ouverte. Les libertés de réunion, de circulation, d'expression, de manifestation et d'invulnérabilité sont supprimées. Le couvre-feu est imposé du crépuscule à l'aube. Les rues des principales villes sont transformées par l'armée et la police en zones de tir à volonté. Les troupes sont concentrées dans la capitale et les blindés entrent en action contre les "subversifs et les anarchistes" - ou baptisés tels.

Devant les émeutes la démocratie exemplaire s'est évanouie pour laisser apparaître la réalité de la **dictature de la bourgeoisie** auparavant masquée derrière des voiles trompeurs.

Le Venezuela n'est pas un cas particulier. Il fait partie de celui de l'ensemble des pays au capitalisme peu ou pas assez développé pour résister dans la crise aux concurrents géants de l'impérialisme qui leur imposent la loi inflexible des tous-puissants: malheur aux faibles !

Surnommée la Suisse de l'Amérique latine à cause de la prospérité tirée de la manne pétrolière particulièrement durant les années 70, le Venezuela a vu ses revenus chuter avec la baisse des ventes et l'effondrement des prix du pétrole tandis qu'en conséquence s'amorçait la spirale de l'endettement. Les ventes de pétrole, qui représentent 90% des exportations du pays ont ainsi baissé de moitié en valeur alors que le rythme de l'endettement s'emballait et obligeait le pays à demander en 1986 à ses 400 (!) banques créancières un rééchelonnement de la dette sur 12 ans. L'an dernier le gouvernement avait cherché sans succès auprès de certains de ses créanciers (le Japon, l'Italie) une aide financière: ceux-ci avaient

exigé d'abord que soit conclu un accord avec le FMI. Nous avons toujours expliqué que le capitalisme ne répond à ses problèmes immédiats qu'en n'en différant la solution, en la repoussant dans le temps et donc en fin de compte en les rendant plus graves. L'endettement du Venezuela a pu pallier un moment la chute de ses revenus. Mais le service de la dette n'a cessé de monter pour atteindre maintenant selon les sources 60 à 70% des revenus d'exportation. La dette s'élève désormais à 33 milliards de dollars pour un PNB de 48 milliards de dollars environ. Au cours des 5 dernières années 25 milliards de dollars ont quitté le Venezuela pour payer les créanciers tandis que de 1980 à 1987 le PNB par habitant reculait en moyenne de 2,3% par an. En 5 ans le pouvoir d'achat des travailleurs salariés aurait diminué de moitié. L'inflation, officiellement de 25 à 30% est en réalité de 65%. Le chômage réel (pas celui qu'annoncent les chiffres officiels) atteint 30% de la population active, réduisant une large couche de prolétaires à une survie précaire et ceux qui travaillent à la menace permanente de la perte de l'emploi.

La révolte des masses prolétarisées du Venezuela n'est donc pas le reflet d'une situation nationale, mais l'effet du cours actuel du capitalisme mondial qui est de moins en moins en mesure d'assurer sa stabilité et qui a de plus en plus recours aux expédients en tout genre. Le fait qu'elle survienne quelques mois à peine après les émeutes d'Algérie, dans un continent bien loin du Maghreb, démontre à quel point l'impérialisme doit sa bonne santé relative à l'étranglement des nations les plus faibles et à la brutale exploitation du prolétariat de ces pays sur lequel il fait retomber tout le poids économique de la crise économique mondiale.

Sur le plan politique, la révolte du Venezuela confirme ce que nous ne cessons de démontrer contre toutes les forces politiques qui se gargarisent de démocratie plus ou moins teintée d'ingrédients populaires, ouvriéristes, etc., et qui prétendent tous que la démocratie serait la planche de salut de l'humanité et des prolétaires en particulier. Rien n'a changé depuis que les social-démocrates Noske et Scheidemann faisaient hier tirer sur le prolétariat allemand en lutte en 1919. La social-démocratie remplit son rôle de défenseur de l'ordre bourgeois en usant de la force armée, de la répression, de la torture, du meurtre, de l'arbitraire de la justice militaire quand les méthodes douces, "démocratiques" ont épuisé leur effet.

La bureaucratie syndicale de la C.T.V. soutien fidèle de l'Etat, avait accepté la modération salariale, avant de faire mine de la rejeter. Au moment des émeutes, elle a jeté le masque en assurant que son but prioritaire est "le retour à la normale": "nous demandons aux ouvriers de reprendre le travail. Nous sommes pour les revendications, à condition qu'elles s'expriment par les voies légales". On ne peut être plus clair pour dire que le maintien de l'ordre des capitalistes passe pour les bonzes syndicaux avant les revendications des prolétaires.

Face aux masses révoltées - mais totalement inorganisées, incapables donc de représenter un danger réel pour la domination bourgeoise - la réaction est d'une extrême brutalité. Mais cette fois la bourgeoisie, dans une Amérique latine où l'impérialisme a poussé à la démocratisation des régimes pour mieux amortir les mouvements sociaux, n'a plus la possibilité de faire miroiter une alternative de retour à la démocratie, d'élimination d'une dictature archaïque. C'est une vieille démocratie qui massacre, c'est un président social-démocrate nouvellement élu dans les règles, avec le mot d'ordre de "démocratisation de la démocratie" qui supprime constitutionnellement les droits démocratiques et déclenche comme une sorte de guerre civile pour imposer l'austérité.

L'impérialisme observe avec inquiétude la situation. C'est lui qui depuis 2 ans refusait toute aide au pays tant que celui-ci n'appliquerait pas sa politique de rigueur et d'austérité, et qui, satisfait de la génuflexion de celui qui se faisait passer pour farouchement anti-FMI, rallonge aujourd'hui "l'aide" financière de presque 5 milliards de dollars. Alors que police et armée tiraient sur les prolétaires, les émissaires gouvernementaux portaient leur "lettre d'intention" au FMI, c'est-à-dire leur engagement de subordination aux desiderata des financiers internationaux. Mais la véritable lettre d'intention, à destination aussi interne,



a été écrite dans le sang prolétarien dans les rues de Caracas et des autres villes. Comme dans les autres pays d'Amérique Latine, les bourgeois vénézuéliens essayent souvent de se blanchir en accusant les impérialismes de les contraindre à l'austérité. Mais l'austérité et les sacrifices sont toujours pour les prolétaires, jamais pour eux. On estime généralement que des "citoyens privés" vénézuéliens ont plus de 30 milliards de dollars placés à l'étranger, soit l'équivalent de 3 ans d'exportations du pays, ou à peu près l'équivalent de toute la dette extérieure. Il serait bien sûr impensable que les bourgeois puissent dans leurs réserves pour alléger le fardeau qui pèse sur les masses déshéritées. Ils font au contraire retomber toute la pression du système capitaliste mondial, en plus de celle du capitalisme local, sur la classe des sans-réserves, la classe qui produit de sa sueur et de son sang la plus-value. C'est le destin promis au prolétariat du Venezuela et du monde entier tant que durera le capitalisme et la dictature de la bourgeoisie, quelle que soit sa forme.

L'émeute est écrasée. Les "encapuchados" n'ont pu résister à l'armée. Mais les émeutes n'ont été qu'une première escarmouche. Leurs conséquences seront profondes. Déjà on a pu entendre leur écho dans l'émeute du 4 mars en Colombie. Aux masses d'Amérique Latine encore affamées de démocratie elles envoient un avertissement sur la nature réelle de la démocratie bourgeoise.

"L'ordre règne" au Venezuela, comme il règne en Algérie, comme il règne partout dans le monde. Mais nous avons la certitude que s'approche le jour où se lèvera la révolution pour crier à la face des bourgeois, selon une ancienne parole: "J'étais, je suis, je serai !"

SOLIDARITE AVEC LA GREVE DES NETTOYEURS DU METRO

Depuis mi-février la majorité des nettoyeurs du métro sont en grève, soit près de 600 travailleurs sur les 1100 employés de la COMATEC. La COMATEC est une filiale de la Compagnie Générale des Eaux, créée par le regroupement des petites entreprises de nettoyage. Mais les méthodes quasi-négrières d'exploitation des travailleurs et de division n'ont pas changé. La COMATEC utilise au maximum des intérimaires et des précaires. Elle essaye d'utiliser à fond les divisions entre nationalités (il y a 40 nationalités différentes parmi les travailleurs) et surtout entre français et immigrés. Les travailleurs de la COMATEC sont malgré tout entrés en lutte sur les points suivants: pas de salaires en dessous de 5500 F (ce qui équivalait à des augmentations de 600 à 700 F), embauche définitive des 300 employés au statut précaire, revalorisation des primes de nuit, annulation des licenciements, levée des sanctions et des menaces. Ils se sont organisés en comité de grève regroupant syndiqués et non-syndiqués. Les grévistes tentent de s'opposer à l'activité des jaunes en répandant les ordures ramassées par ceux-ci.

La COMATEC veut en effet casser la grève en faisant travailler les non-grévistes encadrés par de "gros bras" d'une boîte de vigiles (KO International). Avec l'appui tacite de la RATP elle refu-

se toute concession aux travailleurs. Le 2 mars elle a organisé un affrontement contre les grévistes venus bloquer le travail des jaunes. Nervis et policiers se sont jetés sur les grévistes, faisant 3 blessés. Sur les ondes des radios les dirigeants de la COMATEC ont accusé les grévistes d'être responsables de l'attaque, d'avoir été armés. Ils ont demandé la "protection" de la police et déposé plainte. Le même jour, le gouvernement a décidé la nomination d'un "médiateur" pour mettre fin à la grève.

Devant cette attaque en règle, préparée aussi par les déclarations de Chirac sur la responsabilité du gouvernement dans la prolongation de la grève, celle-ci est à un moment difficile. La plainte contre la CFDT a pour but d'obliger ce syndicat à faire pression sur sa section locale et ses adhérents, majoritaires parmi les travailleurs. La COMATEC, appuyée par sa maison-mère, reste intransigeante. La proximité des élections municipales pousse le gouvernement à en finir. Contre ce front compact, les grévistes ne peuvent compter que sur leur détermination et faire appel à la solidarité de tous les travailleurs. Ils ont ouvert un compte pour la solidarité financière: "Solidarité-nettoyeurs", No 00614513, BNP Laumière, 83 bvd Jean Jaurès, 75019 Paris.

VIVE LA GREVE DES NETTOYEURS DU METRO!
le 4/3/89

(suite de la page 9)

LES TENSIONS NATIONALES DEMONTRENT LA NATURE CAPITALISTE DE L'URSS (Notes)

- (1).CF "Vive l'Octobre bolchévique", "le prolétaire" no 392
- (2)."Les tâches du prolétariat dans notre révolution", Oeuvres, T. 24, p. 65
- (3)."Aux camarades communistes d'Azerbaïdjan, de Géorgie, d'Arménie, du Daghestan et de la République des peuples du Caucase du Nord", Oeuvres, T. 32, p.336
- (4).CF "1922-1982: 60ème anniversaire de la Constitution de l'URSS. La lutte à mort de Lénine contre le chauvinisme grand-russe", "le prolétaire" no 370 et 371
- (5).CF "L'Islam en Union Soviétique", Ed. Payot 1968, p.93
- (6).Ibid., p. 104. Au congrès du par-

ti, Safarov, qui dirigeait la délégation du Turkestan reprocha aussi à la politique officielle de négliger les différenciations de classe parmi les allogènes. Les amendements de Safarov furent intégrés à la résolution de Staline approuvée par le congrès.

(7)."La question des nationalités ou de l'autonomie", Oeuvres, t. 36, p.620 (cité dans "le prolétaire" no 371)

(8).CF H. Carrère d'Encausse, "Le grand défi", Ed. Flammarion 1987, p. 167

(9).Cet article se trouve dans le recueil "La lutte anti-bureaucratique en URSS", Ed. "10-18", 1975, T. 2, p. 142

(10)."Thermidor et l'anti-sémitisme", ibid., p. 142

(11).Lénine, "Résolution sur la question nationale", Oeuvres, T. 24, p. 305

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926 Directeur-gérant: Dessus
Versements: timbres-poste, mandat ou chèque à l'ordre de Dessus.
Abonnement au "PROLETAIRE": 50 FF/200 FB/30 FS/ 2000 LI Abonnement de soutien: 100 FF/400 FB/ 60 FS/ 4000 LI "PROGRAMME COMMUNISTE" (revue théorique), le numéro: 25 FF/10 FS/140 FB/5000 LI/€3/10 DM/Amérique latine: US \$ 4/ USA et CDN: US \$ 4/3500PTS/ Abonnement: le prix de 4 No. Abonnement de soutien: 200FF 80FS/80 000LI/1000FB/ USA et CDN: US \$ 35/ Amérique latine: US \$ 8/€25/80DM/3500PTS
"IL COMUNISTA", le numéro: 2000LI/10FF/40FB/5FS Abonnement: 18000LI/60FF/240FB/35FS Abonnement de soutien 30 000LI/125FF/500FB/70FS
IMPRIMERIE PAR NOS SOINS

CORRESPONDANCE POUR LA FRANCE:
Editions Programme, 17, rue René
Leynaud 69001 LYON

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE:
Editions Programme 12 rue du Pont
1003 LAUSANNE